défense de l'Occident

Maurice **BARDECHE** :

Un régime de gérance

●

J.-E. **CHELDON** :

Le Socialisme antisocial

●

G. **AUBRY** et J. **JOANNON** :

Le Fascisme anglais. Le Fascisme en Irlande

●

J.-M. de **BOISSARD** :

Drieu La Rochelle et la guerre (I)

●

F.-H. **LEM** :

Echec de l'art abstrait (II)

●

Prince Frédéric-Christian de **SCHAUMBURG-LIPPE** :

Lettre à Jean-Jacques Rousseau (I)

●

IVERSITY
MICHIGAN
SEP 03 1970
PERIODICAL
EADING ROOM

nnée Numéro 83 - Juillet-Août 1969 Prix exceptionnel : F 4,50

M

J.-

G.

J.-

F.-

Pr

13

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17e année

Juillet-Août 1969 — N° 83

SOMMAIRE

Maurice **BARDECHE** : *Un Régime de gérance* 3

J.-E. **CHELDON** : *Le Socialisme antisocial* 8

G. **AUBRY** et J. **JOANNON** : *Le Fascisme anglais - Le Fascisme en Irlande* 35

J.-M. de **BOISSARD** : *Drieu La Rochelle et la guerre (I)* 51

F.-H. **LEM** : *Echec de l'art abstrait (II)* 66

Prince Frédéric-Christian de **SCHAUMBURG-LIPPE** : *Lettre à Jean-Jacques Rousseau* 76

13, rue des Montibœufs - PARIS (20e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM : ....

PRENOM : ....

ADRESSE : ....

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

***Abonnements.* — 1 an : 35,— F**

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs Paris-20e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.

Maurice **BARDECHE**

Un régime de gérance

Nous avons été à peu près les seuls dans l'opposition de droite à refuser une attitude systématique d'hostilité à l'égard de Georges Pompidou. Nous en avons expliqué les raisons. Nous n'y reviendrons pas et nous renvoyons nos lecteurs à notre numéro de juin 1969. Nous exprimions une inquiétude, celle que le succès de Georges Pompidou n'apparaisse comme une victoire du « mensonge historique », soit par le sens qu'on lui donnerait malgré lui, soit par le choix des hommes au pouvoir. Rien ne confirme formellement pour l'instant une telle inquiétude. L'orientation que Georges Pompidou semble donner à sa politique ainsi que les commentaires de M. Chaban-Delmas nous éloignent en fait des clivages de 1945. Dans le choix des personnes, Georges Pompidou a réussi à éliminer l'influence directe du général De Gaulle sur le Ministère des Affaires Etrangères, mais il ne l'a pas éliminé complètement puisqu'il lui laisse le Ministère des Armées, prérogative dangereuse en cas de crise, et qui semble témoigner d'arrière-pensées de la part du dissident de Colombey. En revanche, l'ouverture vers le centre a été tentée, autant qu'on pouvait le faire dans les circonstances actuelles, et il n'a pas dépendu de Georges Pompidou qu'elle ne soit plus accentuée.

Il est trop tôt pour présumer de la direction que prendra le nouveau régime. La conférence de presse de

Georges Pompidou du 10 juillet a été habile mais vague. Elle n'est qu'une suite de sa campagne électorale, prorogе les promesses et repousse les échéances. C'est au moment où celles-ci se produiront qu'on pourra le juger. Mais ce qu'on peut prévoir dès maintenant, c'est que l'orientation du régime se caractérisera comme une gérance. En présence de cette constatation, il est singulier de voir l'opposition de droite d'obstiner dans une hostilité de principe qu'une telle vocation ne provoque assurément pas.

Aux reproches qui sont faits à Georges Pompidou, on devrait pouvoir opposer cet adage que tout nouveau chef d'Etat a le droit de revendiquer à son profit : « Louis XII ne reconnaît pas les dettes du duc d'Orléans ». Ce principe est d'autant plus valable en la circonstance que Georges Pompidou n'a jamais, à proprement parler, gouverné, il a été un exécutant. Lui reprocher les accords d'Evian, c'est lui reprocher le prix dont il a payé sa fortune, son entrée à la table du baccara. Au point de vue moral, on peut en penser ce qu'on voudra. Mais politiquement il faut dire comme Stendhal : « Quand vous faites une partie de whist, discutez-vous les règles du whist ? ». Les reproches qu'on peut faire à un exécutant sont aussi inutiles que la colère qu'on peut avoir contre un instrument. Cela relève du fétichisme. Reprocher à Georges Pompidou d'avoir été l'instrument dont De Gaulle s'est servi pour réaliser une politique de démission, qui était en même temps une politique de haine et de spoliation, est aussi enfantin que l'animosité qu'on peut avoir contre un policier qui vous a passé les menottes : s'il ne l'avait pas fait, c'est un autre qui l'aurait fait. C'est le juge qu'il faut détester, non le gendarme.

Je regrette de voir la politique d'extrême-droite s'obstiner dans une hostilité purement sentimentale qui ne débouche sur aucun avenir. Il est trop clair aujourd'hui que le centre est une rêverie et que nous n'avons à choisir qu'entre des gouvernements tories dans lesquels les gaullistes auront toujours leur place et des gouvernements de Front Populaire dans lesquels les communistes auront nécessairement la leur, fort grande. Ce n'est pas

notre faute. Tout nous y conduit. A commencer par le mécanisme de l'élection présidentielle, qui, périodiquement, divisera la France en deux camps et non pas en trois. Il est aussi enfantin, après vingt-cinq ans, de souhaiter l'éviction des résistants et des gaullistes de la machine gouvernementale qu'il était stupide en 1815 de vouloir tirer un trait sur dix années de révolution et quinze ans d'Empire. Le mensonge historique est notre ennemi. Les gaullistes ne sont pas nos ennemis. Ils sont des hommes que nous ne pouvons pas éviter de rencontrer à chaque instant dans le domaine politique et avec lesquels nous pouvons éventuellement trouver un terrain d'entente.

Quant à la signification de la gérance, elle est double et c'est là-dessus que doivent porter nos réflexions. La gérance gaulliste est d'abord la conservation et le maintien d'un certain régime politique qui présente assurément par sa stabilité et le germe d'autoritarisme qu'il contient les éléments d'un régime que l'extrême-droite a toujours souhaité. *Défense de l'Occident* n'a jamais varié dans cette opinion depuis que les traits du gaullisme ont commencé à apparaître. C'est en 1960 que j'intitulais un de mes articles : « Gardez la voiture, congédiez le valet ». Le valet est congédié, il reste la voiture qui est bonne. Il est paradoxal de voir aujourd'hui une opposition d'extrême-droite, nourrie de maurrassisme, prévenue avant tout contre les dangers que le régime parlementaire recèle en lui, se trouver unie sur un seul vœu, celui de revenir au mécanisme de la III[e] République contre lequel Maurras avait lutté pendant quarante ans. Nous refusons pour notre part de nous associer à cette palinodie. Ce que nous aurions plutôt tendance à reprocher à Pompidou, c'est de ne pas être assez autoritaire. Mais là-dessus, c'est l'avenir seul qui peut nous donner une réponse. Ce sont les difficultés et les échéances qui nous permettront de prendre la mesure de Georges Pompidou, il a le droit de nous demander de suspendre notre jugement jusque là.

L'autre aspect de la gérance est plus inquiétant. Comme conservatisme fondamental, il a pour objet de main-

tenir des hiérarchies, des injustices, des mainmises et une répartition du pouvoir réel que toute pensée politique probe ne peut que condamner. C'est ce que nous voulions dire dans notre article du mois de juin lorsque nous écrivions qu'il ne fallait pas compter certainement sur Georges Pompidou pour réaliser ce « justicialisme » qui nous paraît une part essentielle de l'avenir. Si nous devons être un jour ses adversaires, c'est sur ce point que se fera la rupture et non sur un autre. Et c'est sur ce point en effet qu'il vaut la peine de rompre et non sur un autre.

Nous en revenons ici à un problème que nous avons maintes fois soulevé sur le double visage des régimes autoritaires. La justice est impossible sans l'autorité, mais l'autorité n'a pas de signification sans la justice. Dans nos nations dépouillées de toute indépendance véritable par l'importance qu'ont pris dans l'administration du pouvoir réel les grands capitalistes et les Juifs, il n'y a pas de retour à la santé et à la liberté sans une lutte décisive contre les grands capitalistes et les Juifs. Les régimes autoritaires ont seuls les moyens de mener une telle lutte. Mais il est évident que Georges Pompidou n'a ni l'intention de la mener ni l'intention d'avoir les moyens de la mener. Ce qu'il nous propose, c'est une honnête « continuation », une supportable « continuation » avec les amendements, la bonhomie et même le libéralisme dont l'autocratie élyséenne nous avait privés jusqu'à présent. L'avenir tel que se le représente Georges Pompidou et tel qu'il le souhaite est celui d'une société de prospérité dans laquelle il y aurait beaucoup d'automobiles, beaucoup de bacheliers parmi les techniciens et un certain nombre de trusts inter-européens qui seraient capables de faire le contrepoids aux trusts américains : non pas une société de justice, non pas une société où circulent la force et la volonté. Dans l'avenir, ce n'est qu'un alignement avec des variantes sur la civilisation américaine. Avec des accommodements, avec des apparences qui feront illusion, c'est l'Europe tête de pont qui continuera. Dans cette vision de l'avenir, la civilisation que l'Europe peut apporter ne se dégagera

jamais car le mercantilisme, l'esprit juif, le libéralisme l'étoufferont toujours. Nous irons à quelque mort parfumée.

C'est là le danger, mais il est inscrit dans le tempérament et le destin non seulement de Georges Pompidou mais de tous ceux qui occupent un siège dans nos assemblées. On nous fera vingt ans de morphine. Puis un jour quelque raz de marée parti d'Asie nous réveillera. C'est là le danger véritable que représente l'administrateur intelligent et subtil qu'est Georges Pompidou et l'excellent président de la République qu'il sera probablement. Et si l'opposition « radicale » aux pouvoirs actuels veut acquérir quelque cohérence et se préparer un avenir, c'est sur une ligne inspirée de ces exigences qu'elle doit se retrouver et non dans la rêverie de quelque « combinaison » centriste qui ne nous réserve que l'impuissance et la désillusion.

Maurice BARDECHE.

J.E. CHELDON

Le Socialisme antisocial

(Réflexions séditieuses)

L'optimiste - est celui que rien n'émeut de ce qui arrive, tant que cela arrive aux autres.

Artemus WARD.

La trahison des politocrates.

Les grèves de mai-juin 69, déclenchées par quelque 10 millions de salariés — sur les 12,8 que compte la France — auraient dû ouvrir les yeux aux plus incrédules. N'ont-elles pas démontré que de nos jours aucun Syndicat et, à plus forte raison, aucun Parti ne se chargent de défendre les revendications réellement professionnelles des ouvriers et employés.

C'est bien livrés à eux-mêmes, repoussant toute intervention de prétendus alliés du genre des Cohn-Bendit, que les travailleurs firent éclater leur colère. Aussi n'engagèrent-ils le combat que pour l'allégement des conditions proprement effarantes de leur travail, en commençant par sa durée. Et aussi pour faire abroger les odieuses ordonnances sur la Sécurité Sociale. Ordonnances qui supprimaient la gestion des Caisses par leurs élus et im-

posaient aux assurés le débours d'une nouvelle part de frais médicaux... Ce mouvement une fois amorcé, les Syndicats rivalisèrent d'efforts pour s'en assurer la direction. Seulement, aux revendications justifiées de ceux qui peinent, leurs défenseurs attitrés substituèrent des exigences toutes différentes. Aussi nuisibles à leurs mandants, qu'à l'ensemble de la Nation.

Surpris par la spontanéité d'une grève, entreprise à son insu, la C.G.T., en tête des autres Centrales, réussit à la saboter, en se livrant à la plus néfaste démagogie. Pour sauver la face, ses dirigeants demandèrent et obtinrent du Gouvernement une hausse générale de tous les salaires et dans tous les secteurs de l'économie nationale, même les mieux payés. Sachant pertinemment qu'une hausse de ce genre sera rapidement absorbée par la montée des prix, dans un système inchangé de rapports sociaux. D'autre part, la même Bureaucratie Syndicale se créa un alibi vis-à-vis de ses Cadres, en exigeant l'entretien des militants de base par le Patronat, étatiste et privé, et en se faisant octroyer à elle-même de nouvelles sinécures, par cooptation à de nouveaux postes « représentatifs » dans différentes institutions gouvernementales. Système de noyautage, astucieusement suggéré par des Ministres démagogues et présenté au pays sous l'étiquette du « dialogue ».

Mais pouvait-il en être autrement, dès lors que nos Syndicats — en commençant par le seul réellement puissant, la C.G.T. — sont tous irrémédiablement politisés. Et politisés toujours dans la même direction, celle qui conduit à la suppression de l'entreprise privée et à son étatisation obligatoire.

Or, on ne peut et on ne pourra jamais *opposer aux intérêts supérieurs de l'Etat les prétentions égoïstes de sa propre main-d'œuvre*. Car l'Etat, d'Arbitre entre employeur et employé, devient alors Patron lui-même.

C'est pourquoi, en U.R.S.S., les Syndicats n'existent qu'en tant que « courroies de transmission » entre l'autorité politique et la masse des travailleurs. De ce fait, ces derniers n'ont plus droit à une contestation quelcon-

que, à une parole, une réunion ou une presse revendicatrices, à une élection ou à un vote secret...

En Angleterre, emboîtant le pas aux communistes, le socialiste et Premier ministre, M. Wilson veut, à son tour, nationaliser à outrance et, par conséquent, interdire le droit de grève.

La France, hélas, ne présente pas une exception à la règle. Comme dans tous les pays engagés sur le chemin des nationalisations, chez nous aussi le socialisme est compris à la manière communiste. Comme la prolétarisation de la Nation entière, l'exploitation de notre travail pour le compte d'autrui et la rémunération de notre peine, au nom et aux frais de l'Etat, selon le bon vouloir de sa Politocratie. Autrement dit, d'une caste de politiciens professionnels s'emparant de la *totalité des pouvoirs* de l'homme sur l'homme... En commençant par la fusion du politique avec l'Economique. Seul moyen de s'attribuer, la gestion, à la fois, d'une production *égalitairement expropriée* et de la distribution *abusivement inégale*. D'après les partisans de ce régime — leurs garantissant un train de vie de milliardaires — ce n'est donc pas la distribution qui doit être socialisée, comme en Suède, mais seulement la production, comme en Russie. D'où l'instauration d'une économie déficitaire et d'inégalité sociales, aussi cruelles, qu'inattendues.

De notre évolution régressive ainsi amorcée : économique, politique, culturelle et raciale, nous en avons déjà parlé ailleurs (1). Mais le même progrès à rebours caractérise également et notre condition sociale. Ne se traduit-elle pas partout par l'allongement de la durée du travail, la baisse du salaire réel et l'instauration du chômage forcé ou de l'oisiveté rémunérée.

Commençons notre démonstration par le premier de ces phénomènes.

Durée légale du travail.

La première anomalie à relever n'est autre que le refus de faire bénéficier les ouvriers et les employés des gigantesques progrès des Sciences et des Techniques.

Prenons, par exemple, les inventions successives des moyens de plus en plus surprenants de calculs, de communications par son et par image, de déplacements sur terre, sur mer, dans les airs et jusqu'à dans l'espace sidéral... Ou les découvertes non moins inespérées, l'une après l'autre, de nouvelles sources d'énergie : charbon, vapeur, électricité, pétrole, houille blanche, gaz naturel, atome... (2). Grâce à elles, déjà de 1954 à 1961, la production industrielle a triplé dans la Chimie, doublé dans le Pétrole et augmenté de moitié dans le Caoutchouc, alors que le total des heures de travail ne s'est élevé que de 10 %.

A chacune de ces révolutions technologiques correspond une régulière et énorme réduction de travail humain par unité de production. D'où l'accroissement vertigineux du profit, avant tout, sous forme d'impositions fiscales — que tire l'Etat des entreprises, tant nationalisées, qu'encore privées ; sans parler de la part du même profit qu'elles peuvent retenir à d'autres fins. Or, contrairement à toute attente, le temps de travail des salariés n'a cessé d'augmenter.

D'après les données de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), la durée annuelle du travail en France était de 2.259 heures en 1961 et de 2.268 en 1968. Ce qui donne une moyenne nominale de 9 h. par jour, sur les 252 ouvrables, ou de 49 1/2 à 54 heures par semaine effectivement travaillée, y compris le samedi, soit partiel, soit entier.

Toutefois, ces moyennes ainsi calculées ne tiennent pas compte du temps dépassant les 54 heures hebdomadaires du maximum légal en France. En fait, comme nous le verrons par la suite, notre moyenne réelle est sensiblement plus élevée. En effet, si pour une moitié des salariés la durée minima de travail quotidien est de 8 heures, pour une autre, plus importante, elle se situe entre 10 et 13 heures. Pour atteindre, avec les pertes de temps en trajets et déjeuner, jusqu'à 15 par jour et 80 par semaine (3).

Quoi qu'il en soit, rappelons qu'en dépit de ce que l'on

suppose de prime abord, le nombre d'heures quotidiennement employées à peiner *utilement* ne peut dépasser un certain maximum, en fonction des forces physiques et psychiques du salarié. Par conséquent, le *temps normal* de tout *effort valable* est une *quantité constante* pour chaque catégorie de travailleurs. En dépassant ce temps raisonnable, le rendement diminue, et la productivité devient aussi illusoire que celles des bagnards... Il s'en suit qu'à toutes autres conditions égales, c'est en fonction de la constitution inchangée de l'homme que s'établit la durée-netto du travail quotidien. Sa moyenne de rendement positif reste invariable, dans la mesure où depuis des siècles ne varie pas l'adaptation de l'homme au même effort donné. Pour notre part, nous l'évaluons à 8 h. pour la dépense de force musculaire, et de 4 pour le travail dans les conditions de son automatisation moderne.

C'est en faisant abstraction du degré de notre résistance à l'effort, de sa durée possible ou impossible, en opposant l'exception à la règle, le maximum d'heures dans une journée d'un passé quelconque au minimum de nos jours et en évitant le calcul du temps annuel de travail, que la statistique gouvernementale fausse toute comparaison.

Nonobstant ces observations et en ne se référant qu'aux données officieusement admises (4), nous obtenons le tableau suivant de l'évolution de la durée annuelle du travail en France :

au Moyen Age	—	156 jours
en 1707	—	185 jours
en 1830-1868	—	195 jours
en 1969	—	252 jours

Pour la période s'étalant jusqu'au XV^e^ siècle inclus, le total de 156 jours témoigne d'une réalité aujourd'hui inexistante. A savoir qu'au Moyen Age apprentis, compagnons et artisans ne travaillaient, en moyenne, que 3 jours par semaine, grâce au nombre élevé de fêtes religieuses et à une quantité d'autres cérémonies, manifestations et réjouissances, des plus diverses...

Quant au XVIII[e] siècle, le chiffre de 185 jours s'explique par la disparition des Corporations et l'amplification qui s'en suivit des moyens d'exploitation des travailleurs, en particulier dans l'industrie textile. Cette moyenne augmente encore au siècle suivant, malgré l'extrême instabilité de l'emploi, la fluidité des effectifs ouvriers, leur reconversion fréquente, chômage et migrations. Notons aussi que durant cette période, malgré des réductions légales à 10 heures, la durée quotidienne du travail s'élevait dans certains métiers, à certains endroits et à certains moments — jusqu'à 15 heures. Y compris dans ces 10 à 15 heures la pause de 2 heures, consacrée au repas du midi, et une autre interruption pour le casse-croûte.

Mais ce n'est qu'après la dernière guerre mondiale, avec les progrès fantastiques de la technologie et l'apparition d'un Patronat étatique, fonctionnarisant les Syndicats, que la durée annuelle du travail salarié subit un véritable bond. Non plus de 29 jours en 3 siècles, mais de 57 en un seul.

Comme le démontrent les chiffres de notre tableau, même « politisés », ils accusent un régression incessante.

Durée réelle du travail.

A ne retenir que le temps légal du travail, sa moyenne par jour ouvrable serait de 9 heures. Destiné à ne pas compromettre les Pouvoirs publics intéressés, ce calcul officiel minimise sciemment la moyenne réelle.

L'incorrection majeure, entre autres, consiste à ignorer des quantités énormes d'heures supplémentaires.

Dans la moitié des cas, cette « discrétion » se trouve commandée, tant par le refus de l'ouvrier de renoncer à l'appât du gain ou d'un cadre à se dérober à une surcharge de responsabilité, que par l'intérêt de l'employeur à ne point embaucher du personnel de renfort et éviter ainsi un surcroît de charges sociales.

Il va de soi qu'en dehors de ces heures non-comptabilisées, mais *bénévoles* (dans son emploi habituel ou

travail « noir » pour des tiers), il y a encore tous les dépassements *obligatoires* de la moyenne hebdomadaire. Seulement, les aveux de ces derniers dépassements sont, bien entendu, rarissimes. Donc difficiles à découvrir et impossibles à totaliser avec certitude.

Relevons, néanmoins, la pratique courante des semaines de 53 heures en province. Pratique certifiée, en particulier, par l'émission télévisée « A dossier ouvert » de Pierre Roubaud du 15 janvier 69 et consacrée justement à La Durée du Travail. Dans le même ordre d'aveux, citons également l'émission des « Actualités Régionales Marseille-Provence » du jour suivant, laquelle confirma que certaines équipes de postiers au tri travaillent de 19 h. du soir à 6 du matin ; autrement dit, 11 heures par nuit.

Une autre masse importante d'heures n'est prise en compte nulle part, à cause de la nécessité pour différents Gouvernements de cacher les revers de leur politique du prétendu « intéressement » des salariés à la marche de l'entreprise, étatisée ou privée. Et cela, parce que l'application du *stakhanovisme* en U.R.S.S. ou de la *participation* en France signifie, en vérité, soit l'augmentation des normes de production, soit le blocage des salaires pour l'ensemble des travailleurs, au prix d'une surgratification des volontaires pour un travail aux cadences et aux durées bien au-dessus des prévues par la Loi ou le Contrat collectif. Sans parler de l'introduction de nouvelles inégalités entre les ouvriers des entreprises bénéficiaires ou travaillant à perte.

En France, ce genre de « participation » est prôné par des Politiciens nageant dans l'opulence et nullement désireux de la perdre, qu'il s'agisse de vieux routiers ou d'arrivistes dans l'art de circonvenir la masse des citoyens. Comme il fallait s'y attendre, l'application de cette politique ne manque pas de se traduide par l'imposition au personnel de telle ou telle autre entreprise de journées de 11 à 15 heures de corvée continue, coupée uniquement par le temps du déjeuner. Précisément, ces horaires ont été relevés par différentes enquêtes, dont celle, par exemple, concernant 2.060 ouvriers des Usines

Sommer (Revêtement du sol et des murs), à Mouzon et à Sedan (5).

Comme on le voit, nous sommes loin de la moyenne nominale des 9 h. par jour ou des 49 1/2 à 54 par semaine. La raison en est fort simple. Toute moyenne générale exprime aussi peu la vérité que la division par deux de la somme des rémunérations d'un Ministre et d'un Smig'ard. Par contre, toutes les données de base butent contre la même réalité : la durée du travail varie suivant les professions.

En partant de cette constatation, retenons que le minimum hebdomadaire est de 40 à 46 heures pour la plupart des employés de Bureau dans toutes les branches d'activité. De 46 à 48 — dans l'industrie lourde, extractive, métallurgique, mécanique, chimique, celle du Gaz et de l'Electricité, les Chemins de Fer, etc. Enfin, de 48 à 60 heures pour 92,1 % des salariés occupés dans les Travaux Publics, Bâtiment, Transports Routiers, Commerce de détail et nombre d'industries légères et artisanales. Un départage de ces 92,1 % nous apprend que pour 67 % d'entre eux la semaine est de 48 à 52 heures, et pour les autres 33 % - de 52 à 60 (6).

Pour élevés que soient ces derniers chiffres, ils sont encore par trop incomplets pour nous autoriser à en déduire une moyenne générale.

Comment, d'ailleurs, pourrait-on la découvrir sans tenir compte qu'en 1968, sur les 12,8 millions de salariés à plein temps, pour les 2,1 millions de Cadres la moyenne hebdomadaire de 60 heures n'est qu'un minimum. En fait, la durée de leur semaine normale — toutes corvées utiles et inutiles comprises — oscille entre 60 et 80 heures. De même que chez les ouvriers tentés par la « participation », au sacrifice de leur santé.

Mais ce n'est pas tout. Le progrès accéléré de nos techniques nécessite un recyclage de plus en plus obligatoire et la recherche de plus en plus fréquente d'une promotion volontaire. Ce perfectionnement, permanent ou à répétition, de la formation professionnelle se solde par des heures de labeur, venant s'ajouter à celles du

travail productif. Aujourd'hui, parmi les moins de 30 ans, plus de la moitié devra changer d'emploi avant l'âge de la retraite.

En définitive, à défaut d'accès aux sources premières d'une statistique conditionnée, il nous est impossible de chiffrer d'une façon rigoureusement scientifique le nombre d'heures supplémentaires, bénévoles et imposées, pour l'ensemble des travailleurs, afin d'en déduire la moyenne exacte. Nous ne pouvons l'évaluer que, très approximativement, à 52 heures par semaine. C'est-à-dire en la déduisant des 49 1/2 à 54 h., retenues par l'Organisation Internationale du Travail. Et en la faisant coïncider, en tant que moyenne générale, avec l'officiellement admise, dans les limites des 48 à 60 heures, pour les 53 % de la totalité des ouvriers dans l'ensemble des activités du pays !

Durée globale du travail.

Pour excessive qu'apparaît la durée réelle de notre travail salarié, son chiffrage habituel à 9 h. par jour ou 52 par semaine dissimule, en fait, une vérité plus déplaisante encore. Elle ressort, pourtant, dès que l'on se donne la peine d'élucider la manière dont les statisticiens en service commandé évaluent *différemment* le temps de travail : au Moyen Age, à une époque de transition et, enfin, en 1969.

Le tour de passe-passe consiste à confronter, pour la même unité quotidienne, le *maximum de temps, à travailler et perdre* au service du patron *jadis*, avec le *minimum d'heures à besogner effectivement de nos jours.* Autrement dit, en « oubliant » qu'au XV^e^ siècle : la journée de l'ouvrier dépendait, pour une part certaine, de sa luminosité et se réduisait à quelque 8 heures pendant l'hiver ; que la durée hebdomadaire de sa peine se limitait à la moitié de la semaine ; que le temps annuel ne dépassait pas 156 jours... Et cela abstraction faite des dissemblances, non seulement quantitatives, mais aussi qualitatives. Ces dernières se rapportant aux ryth-

mes de travail, absolument différents aujourd'hui de ceux d'hier.

C'est ainsi que nos technocrates « d'avant-garde » calculent des moyennes inexactes. Pour le présent, en prenant pour mesure la durée-netto de travail, donc une moyenne *invariable*, mais pour les périodes antérieures, des durées-brutto, infiniment *extensibles*.

Or, justement au Moyen Age, dans les moins de 12 heures de moyenne (8 à 15, suivant les cas ou la saison) de présence à l'atelier entrent, non seulement la durée-netto du travail productif (de 8 heures), mais également celle de nombreuses pauses : courses, livraisons, réception de clients, achat de fournitures, bavardages, chants et beuveries, prise des repas, accueil des invités, siestes, distractions domestiques, réunions corporatives, et ainsi de suite...

Aujourd'hui, en opposition avec ce calcul global du *temps-brutto*, on déduit de la journée de travail toutes les heures requises par lui, mais dépensées improductivement et non rémunérées. Il s'agit aussi bien des 2 heures quotidiennement perdues avec le déjeuner du midi (ou de son attente), que du temps des trajets obligatoires pour se rendre à son emploi et à en revenir.

Cependant, les enquêtes du C.N.R.S., dirigées par M. Chombard de Lauwe, et celles du Comité National pour l'aménagement des Horaires révèlent que pour 70 % des salariés urbains l'exercice de leur métier implique, en moyenne, une absence du foyer, non plus de 9, mais de 12 heures par jour ouvrable. Et pour 35,8 % d'entre eux — beaucoup plus.

La raison en est que, dès l'apparition des premières usines, l'ouvrier cesse d'être logé par son patron ou d'habiter à sa proximité. Et qu'avec l'édification des géants de l'industrie moderne, chassé de la ville par des loyers prohibitifs, il s'en éloigne de plus en plus. D'où ces pertes de temps à parcourir les distances séparant l'habitat du lieu de travail.

L'auteur de cette étude a constaté personnellement le phénomène en question dans différentes villes de pro-

vince. Ainsi, par exemple à Gap, les ouvriers du bâtiment, maçons ou peintres, menuisiers ou vitriers, habitent presque tous à 50 et 70 kms de leurs chantiers, en particulier à Saint-Auban. Les entreprises couvrent les frais de ces transports, mais n'indemnisent naturellement pas le temps dépensé en trajets... Citons encore le cas de telle ou telle autre infirmière de l'Hôpital départemental. D'aucunes d'entre elles doivent prendre le car pour franchir 52 kms à l'aller et autant au retour, afin de prendre leur service à Gap et puis, ce dernier accompli, rentrer chez elles à Embrun.

Pour toute la France, 56 % de la population active effectuent des trajets quotidiens de plus de 6 kms pour se présenter au travail et à en revenir, tandis que pour 23 % les mêmes déplacements excèdent 20 kms, peuvent dépasser 40 et atteindre les 80... Dans la région parisienne, sur les 3.430.000 salariés, 2.300.000 passent en déplacements 1 h. 30 en moyenne par jour, dont 800.000, 2 heures et plus. Il en résulte que, parmi ceux qui commencent leur service à 8 h. du matin, seuls les bénéficiaires, en minorité, d'un horaire de 8 heures peuvent rentrer chez eux avant les 19 h. du soir (7). Il n'en n'est pas de même pour la majorité, les 68 % des travailleurs de l'agglomération parisienne. Sur cette masse, 45 % regagnent leur domicile entre 20 et 21 heures, et plus de 23 % encore plus tard (8).

Quant aux « stakhanovistes », nos volontaires de la « participation », et les Cadres, qui se chargent d'heures supplémentaires, besognent sur place 10 à 13 heures, au lieu des 9 de moyenne, et habitent à 20, 40 ou 60 kms, pour eux la *journée globale*, toutes corvées et pertes de temps comprises, peut durer jusqu'à 22 heures du soir. Elle peut donc comprendre, au total, 15 heures au service de l'employeur (9). Soit, 3 heures de plus que la moyenne de la même durée globale au Moyen Age.

Cependant, qu'il s'agisse de ce maximum de 15 h. ou du minimum de 11 (trajets et cantine compris), les durées réellement productives de travail restent parfaitement constantes. Aujourd'hui, comme hier, elles ne dépas-

sent pas les 8 heures. Avec cette différence qu'à l'intensité égale d'efforts à fournir, chacune de nos 8 heures égale au moins 2 des époques antérieures au machinisme moderne.

Accroissement du surmenage.

A se contenter des constatations précédentes, nous ne ferions ressortir, après tout, qu'une demi-vérité... En effet, nos comparaisons ne font état que d'un seul facteur quantitatif, celui de la durée du travail. Or, l'allongement même de sa durée s'accompagne et se trouve dangereusement affecté par une dégradation qualitative. Par le changement de nature de l'effort imposé, par l'accélération de ses rythmes, par l'accroissement du surmenage.

Malheureusement, aucun syndicaliste ne s'est encore donné la peine d'établir, en unités de fatigue, combien aurait-il fallu de temps de labeur au Moyen-Age pour égaler une seule heure de nos jours... Toutefois, à défaut de mesure commune, nous connaissons les causes et les effets d'un *épuisement au travail,* inconnu naguère :

— Mécanisation, réclamant une attention exceptionnelle et sans relâche, une tension extrême de la vue, de l'ouïe, du toucher, qui n'admet aucune erreur, aucune distraction.

— Travail à la chaîne, impliquant l'absence de toute pause, excluant le moindre repos.

— Division de chaque besogne jusqu'à l'exécution d'une fonction parcellaire, faisant disparaître la curiosité professionnelle, la finalité de l'effort.

— Spécialisation réduite à la répétition inlassable du même geste, dépourvu d'intérêt et suscitant, non plus l'amour de son travail, mais l'indifférence ou l'ennui.

— Cadences accélérées au possible, rapidité de pointe pour chaque mouvement.

— Responsabilité démesurée, à la suite des rationalisations, testifications, chronométrages, synchronisations,

recyclages et autres contrôles, exigés par la solidarité entre maillons successifs de toute chaîne de montage.

C'est bien grâce à ces innovations, que l'on transforme chaque travailleur en une espèce de robot animé.

Comment ne pas relever, enfin, l'aberrante égalisation du temps de travail pour toutes les professions et tous les métiers, sans distinction. Un conducteur de train ou d'autobus peine les mêmes 8 heures qu'un huissier au dernier étage d'un Ministère quelconque...

La technologie moderne facilite ou supprime la dépense d'énergie purement musculaire, mais elle diminue d'autant la résistance cérébrale, nerveuse ou cardiaque de l'ouvrier et de l'employé.

Au Colloque de Grenoble, en avril 1967, on a relevé ce fait que nous conservons la santé plus ou moins longtemps, suivant la dureté du métier exercé :

— le bûcheron	est vieux à	65	ans
— le mineur	»	45	»
— l'ouvrier des chaînes de montage	»	40	»
— le technicien d'une usine électronique	»	30	»

L'atteinte permanente à la santé du salarié se traduit par l'augmentation des accidents du travail. Pour le même nombre de population active, la Sécurité Sociale accuse une augmentation de plus de 32 % d'accidents, de 1949 à 1961. Ils se multiplient particulièrement, en fonction de la durée de l'effort à fournir. Dernièrement, dans la Région parisienne, la Médecine du Travail a constaté que les horaires quotidiens de 8 à 9 heures donnent 27 % du total des accidents, tandis que les horaires de plus de 9 heures en procurent 37,5 %.

Pour en finir, ne nous laissons pas abuser par les apparences d'une égalité des durées quotidiennes de travail en 1969 et aux siècles précédents, du moins en hiver. Car, si les moyennes de 9 h. de besogne *utile et sur place* (à l'usine et au bureau), ou les 12 h. *globalement requises* (avec pauses d'antan et trajets et repas actuels) sont les mêmes à toutes les époques — parce que con-

ditionnées par la même résistance de l'homme à l'effort — elles ne sont semblables que calculées par journée isolée. Or, rappelons-le, au Moyen Age on ne travaillait qu'environ 3 jours par semaine, et le nombre d'heures variait suivant les commandes, les saisons, l'humeur du patron, etc. De là vient le décalage massif et au détriment de nos contemporains. C'est-à-dire l'allongement incessant du nombre d'heures dans l'année, tant de travail effectif, que de corvées, pauses et autres pertes de temps, que ce travail requiert pour être assumé.

Bref, dans l'hypothèse la moins défavorable à tous les nantis de prébendes qui font la loi, nous peinons aujourd'hui 1.152 heures de plus par an, qu'il y a quelques siècles.

Il serait vain d'attendre la suppression de pareils abus dans une Société aussi déshumanisée que la nôtre. Pour y remédier, il faudrait obtenir, au préalable, sa restructuration sociale et le retour à une propriété privée, ne procurant des bénéfices que proportionnés aux apports — équivalents et indissolubles — du Capital et du Travail. Comme aux temps de son rétablissement, après l'abolition de l'Etatisme Romain... Quand le capital était rémunéré à égalité avec le travail, sans réserver de surprimes aux possesseurs des moyens de production. Autrement dit, nous devrions revenir à une propriété socialement utile, parce que ne tolérant pas plus les dépenses improductives, que l'entretien d'une caste de politiciens, de plus en plus voraces... Ne vivaient-ils pas uniquement des revenus de leurs domaines personnels les premiers Rois ou les premiers Empereurs ?

Supposons un instant qu'aujourd'hui même on réassigne aux cadres politiques leur rôle véritable, celui de volontaires à servir *gratuitement* les intérêts de leurs semblables. Ne mettrait-on pas fin de la sorte à l'exploitation conjointe du capital et du travail, de l'entrepreneur et de son salarié au profit d'une nuée de parasites. D'environ 40.000 familles de politiciens en France...

Quoi de plus simple, alors, que de dresser des horaires de travail, en fonction de la fatigue qu'il entraîne. Et en les réduisant à 4 heures pour la plupart des emplois. Puisque l'expérience démontre qu'avec chaque nouvelle révolution de nos techniques et à toutes autres conditions égales, se crée la faculté pour toute exploitation de doubler sa production, donc ses bénéfices.

D'autre part, les ergonomes, spécialisés dans l'étude des lois économiques et humaines régissant le travail, constatent une relation inversement proportionnelle entre le rendement et la durée du travail. Les observations, faites à l'Institut allemand Max Plank et en France à la SNECMA, confirment la chute du rendement horaire, dès le dépassement de la 7e heure de travail dans la journée, et aussi la 40e de la semaine. D'après les conclusions de ces spécialistes, la productivité horaire dans la grande industrie augmente de 35 %, quand la durée hebdomadaire se trouve ramenée de 58 à 47 heures.

Un précédent socialiste.

Il va de soi que les conditions du travail se dégradent à mesure que s'amenuise la liberté de leur choix. La limite est atteinte avec l'imposition unilatérale des décisions de l'employeur, sans l'accord de l'employé. Et cela, dès la socialisations du travail qu'entraîne, à la suite, la socialisation du capital.

Pour le salarié cela signifie la substitution, aux obligations contractuelles de droit privé, d'obligations de droit public, d'un S.T.O généralisé. En application des postulats communistes : « Que ne mange pas celui qui ne travaille pas », « Tout prolétaire est patron de son Etat socialiste », « Tous mobilisés sur le front du travail, quiconque abandonne son poste devient déserteur », « Un travail pour son compte est une trahison du socialisme »...

Tel est l'avenir que nous réservent ces politiciens « progressistes », de Capitant à Duclos. Grassement entretenus par l'Etat, ils ne veulent à aucun prix d'une

Société restructurée socialement. Réaménagée sur la base d'une économie affranchie d'écrémage à leur profit, entièrement désétatisée. C'est pourquoi aux conditions accablantes de notre travail ne peut succéder que le chômage...

Pas d'autre choix, en dehors de ce dilemme. Tel est, d'ailleurs, l'enseignement de certaines expériences du passé. Nos socialo-communistes s'en inspirent sans le savoir. Ne nous invitent-ils pas à sortir d'une Société de production à outrance pour entrer dans celle de Consommation, plus ou moins équilibrée. Afin de bénéficier, à notre tour, de cette contre-partie qui permit à l'Europe de survivre physiquement à la désagrégation économique de l'Univers Romain. A cette différence près, qu'à la place d'une production déficitaire et de fournitures gratuites venant de l'Extérieur, colonisé par Rome, nous passerons à l'Economie de Distribution, grâce à un niveau inégalé de production automatisée (10).

N'est-il pas curieux de constater ce renouvellement, d'une Civilisation à l'autre, de la succession invariable des mêmes régimes économiques. Même lorsque ces superstructures identiques ont pour assise des niveaux différents de moyens techniques.

Adaptateur et non découvreur, le Romain se devait de profiter des fruits de l'imagination plus féconde des peuples soumis à sa domination. Mais à tous les emprunts possibles il se livre après un choix très particulier. Imperméable aux innovations rationalisant le travail au champ et à l'atelier, il n'accepte que celles qui grandissent sa « force de frappe », au service d'un chauvinisme à toutes épreuves, agrémentent le cadre matériel d'une vie de plus en plus vouée à la jouissance, procurent des satisfactions intellectuelles et esthétiques. Ainsi, sur le plan culturel, il devient élève des Grecs, partage leurs goûts et prétend faire sienne leur vocation artistique... Par contre, jusqu'à la fin il reste hostile et renonce à s'initier aux progrès des métiers, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie. Il continue à se servir de l'araire, alors que Celtes et Germains utilisent la

charrue. Il n'arrive pas à rationaliser l'attelage et n'apprend, ni à ferrer les chevaux, ni à les harnacher d'un collier, comme le font les Barbares. Il ignore les tonneaux en bois, en usage en Gaule, infiniment plus pratiques que les amphores. Il se refuse à tirer parti du moulin à eau des Egyptiens ou du moulin à vent des Frisons. Il se drape de sa toge, malgré le froid en hiver, au lieu de se vêtir de braie ou de culotte, à l'exemple de ses voisins transalpins ou ibériques. Il ne désire pas goûter à la bierre ou au beurre, et reste fidèle au vin et sa cuisine à l'huile...

Les seules découvertes qu'il adopte et perfectionne, mais alors avec enthousiasme et application, sont celles qui servent sa politique de puissance, consolident son prestige, se rapportent à la science et à l'art militaire.

Ces traits du caractère national conduisirent, en fin de compte, les Romains de souche, imbus de leur dignité, à se refuser à tout travail productif et à se faire libérer même du service militaire... La spécificité de la Civilisation romaine se trouve relevée par nombre d'historiens, l'ayant étudiée sans parti pris. C'est bien à cette spécificité qu'est due la succession rapide des structures économiques de la Péninsule, jusqu'à l'adoption du régime étatiste. Introduit sous Marc Aurèle et Septime Sévère, puis parachevé sous Dioclétien et ses successeurs. Toujours au prix d'une réduction de plus en plus massive de la production nationale, remplacée par la consommation des fournitures, imposées aux pays sous la tutelle de Rome.

L'un des plus grands spécialistes de l'histoire de la Rome antique, J.B. Bury, conclut sa magistrale étude sur ce sujet en ces termes : « Les Romains de la période Impériale, n'ont rien créé d'original. Il ne sera pas exagéré de dire que, depuis Auguste et jusqu'à Augustule, la Civilisation Romaine se caractérise par la pauvreté de ses créations propres, par son manque d'imagination et par son admiration excessive du Pouvoir » (11).

Même dans le domaine du Droit, ils se montrèrent

dépourvus d'esprit inventif. Sans l'enrichir d'aucune théorie nouvelle, les Romains lui substituèrent une avalanche de normes de droit positif, une législation intarissable. Trop souvent incompatible avec la morale... Car ce formalisme imposait une dureté de caractère et une sécheresse de cœur, dont témoigne la devise : Fiat justitia, pereat Mundus ! Ajoutons à cela une tournure d'esprit particulière au Latin. Peu apte, sinon incapable de synthèse, il excellait, avec d'autant plus de brio, dans l'analyse. Au point, parfois, de laisser disparaître l'objet même de son analyse, à force de « couper le cheveu en quatre ». De se surpasser en raisonnements d'une *finesse* incomparable, mais allégée de la profondeur de celui d'un Germain, ou de la largeur de vue d'un Slave.

Ne subissant pas l'appel du rêve, n'éprouvant aucun besoin d'évasion, excluant le sacrifice de l'intérêt à un scrupule, rien ne venait contrarier son appétit de jouissance et la soif de domination, appelée à l'assouvir.

Toujours est-il qu'à l'opposé des peuples, dotés d'une puissance extraordinaire d'innovations créatrices, les Romains, en revanche, possédaient le *Génie assimilateur*. Aussi, mettant à profit des emprunts adéquats, leur civilisation, durant les siècles de jeunesse et d'âge adulte, surclassa les autres par la supériorité de ses moyens militaires. En joignant à cet avantage matériel, un savoir faire politique absolument infaillible, ils s'assurèrent la possibilité de vivre aux dépens d'une quantité de Nations vaincues ; toutes maudissant le vainqueur, mais soumises et pacifiées. Réussite unique dans l'histoire ancienne. Inconnue, en tout cas, des Sociétés, ayant également traversé tous les âges d'une existence sans brisures prématurées, mais par trop repliées sur elles-mêmes. Nullement conquérantes, trop vieilles pour se défendre, n'ayant ensemencé nulle part, elles disparurent sans constituer un héritage pour leur successeur et son ordre moral et matériel entièrement inédit. Ne fut-ce pas le cas des Egyptiens, des Protoindiens, des Précolombiens et de tant d'autres ?

A plus forte raison, se situe, à l'inverse de celui de

Rome, le destin des Communautés envahies, divisées, écrasées, puis détruites, avant d'avoir achevé le cycle complet de leur évolution. Un exemple de ce genre d'échecs, encore présent à toutes les mémoires, nous offre le sort des peuples Celtes... Et pourquoi pas aussi celui des chevaleresques Hittites ou des Germains, lesquels — à plusieurs millénaires d'intervalle — accusent tant de traits communs. Et dont les civilisations périrent de la même façon. Corrompues, d'abord, puis submergées, disloquées, anéanties, ensuite, par des rivales, mieux armées politiquement... N'admettant pas la réciprocité, se faisant une obligation d'intervenir dans les affaires des autres et exterminant l'adversaire vaincu par mépris de toute générosité. En vertu du principe : Vae victis !

L'obscurantisme révolutionnaire.

Essentiellement différente de la Société Romaine, la nôtre se distingue, dès sa fondation, par l'originalité et l'utilité de ses créations. Epris de liberté, ardents au travail, méconnaissant la fatigue, attirés par l'impossible, jamais satisfaits et toujours audacieux, les successeurs des Romains s'imposèrent à travers le Monde par la richesse et la diversité de leurs découvertes. Parmi ces Européens de nouvelle souche — franque, burgonde, wisigothe — le français, après avoir adopté l'esprit latin (12), n'a pu renier entièrement son hérédité Germanique. Cumulant de la sorte les deux apports, hier amasseur de provinces voisines ou colonisateur de territoires d'outre-mer et aujourd'hui bénéficiaire des faiblesses d'une Europe morcelée, il parvient lui aussi à enrichir à pas de géant son équipement technique et une automatisation des plus prometteuses.

Le jour n'est donc pas éloigné, quand notre Société — en Europe ou ailleurs — deviendra pleinement une Société de Consommation. Comme la Rome de jadis, mais par une autre voie. A supposer notre collectivisation déjà acquise, il suffirait, alors, de restaurer une Production désocialisée et d'instaurer une Distribution vrai-

ment socialiste pour mettre fin à l'exploitation éhontée des peuples au travail par les tenants d'un obscurantisme « révolutionnaire .

Hélas, si l'histoire est un éternel recommencement, elle ne redébute qu'après la mort de chaque civilisation concernée, et avec la naïssance de la suivante. Au dernier stade de la nôtre, nous avons le pressentiment que son agonie sera plus douloureuse encore que celle de sa devancière... Ainsi, pour paradoxal que cela puisse paraître, nos 12 heures en moyenne de salariat quotidiennement requis, nous désavantagent d'ores et déjà, par rapport au temps dépensé par les esclaves de l'Antiquité à servir leurs maîtres. N'oublions pas qu'en dehors des condamnés au bagne ou aux jeux de cirque et des recrutés dans les Légions ou dans l'Administration, sous le Bas-Empire (contre promesse d'affranchissement), les esclaves n'étaient que des domestiques, besognant par intermittence, ou pas du tout.

Naguère, le Pouvoir imposa la docilité à ses sujets avec d'autant plus d'efficacité, qu'il entreprit le recrutement de ses agents d'exécution parmi les esclaves... Rappelons que déjà sous Claude, Empereur de 41 à 54, l'Administration centrale était entièrement composée d'esclaves affranchis ou à affranchir. Aujourd'hui, pour obtenir le même résultat, c'est-à-dire l'application, en aveugles et sourds, des mesures gouvernementales, ses fonctionnaires doivent posséder une mentalité, analogue à celle de leurs lointains prédécesseurs. Autrement dit, celle d'un parfait technocrate. Pour qui la sollicitude envers les administrés se mesure au volume d'actes normatifs, dressés à leur intention par les autorités... En U.R.S.S., à tous les échelons de toutes les Administrations, ce nombre de lois, décrets, arrêts, décisions, résolutions, règlements, instructions, circulaires et autres ordonnances approche des 330.000 par an (13).

Il s'ensuit que dans leur mise en application, le dévouement du fonctionnaire aux intérêts de l'Etat s'avère incompatible avec les sentiments simplement humains. Au besoin, il doit sacrifier parents, mari ou femme... De

plus, quel que soit le texte à interpréter et appliquer, la Lettre doit prévaloir sur l'Esprit. Ce qui revient à dire que l'administré est traité en unité statistique, et non en être humain. Non pas servi, mais servant l'Etat. Selon la sentence : Dura lex, sed lex !

C'est la raison qui incite nos Gouvernements, plus ou moins totalitaires, à nommer des femmes, de préférence aux hommes, à des postes exigeant une absence totale d'esprit social. Ne sont-ce pas, par exemple, les femmes assistantes sociales qui se plaisent à économiser avec le plus d'intransigeance les fonds de leurs entreprises, pourtant destinés à des secours individuels, dans le cadre d'œuvres humanitaires. En France, c'est une femme, M^me^ Dienech, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Sociales, qui maintient le minimum de pension de la Sécurité Sociale, y compris le Fonds de Solidarité Nationale, à 217 F par mois, même pour certains retraités, après 40 ans de salariat (14). De même en Angleterre, c'est encore une femme, M^me^ Castle, Sous-Secrétaire d'Etat au Travail, qui est l'auteur du projet de loi interdisant le droit de grèves, sous peine de sanctions pénales. Mais le type idéal de technocrate est certainement incarné par cette Infirmière-Chef de l'Hôpital du Boccage à Dijon, laquelle, le 20 avril 1968, refusa l'admission et soins médicaux à une femme sur le point de mourir, perdant son sang, écrasée par un camion devant l'entrée même de l'Hôpital. La responsable de service opposa son refus, en se référant à un Règlement prévoyant l'hospitalisation des accidentés dans un autre Etablissement de la ville, que celui du Boccage... Faut-il ajouter que, conformément à cet état d'esprit, un Tribunal jugea la conduite de l'Infirmière-Chef en accord avec les Règlements et débouta la partie civile. Cette dernière prétendant — très en arrière sur son temps — que le refus de porter secours à une personne en danger de mort contredisait la loi humaine et ne pouvait être absous par des paragraphes d'un texte juridique.

L'étatisation du travail et de la propriété par ses zélateurs ne peut s'obtenir, évidemment, que dans le cadre d'un certain régime politique. Et ce régime, reconnais-

sons-le, n'est autre que le socialo-communiste. Fondé, par conséquent, sur :

— La divinisation de l'Etat et le culte des personnalités, que l'on identifie à cet Etat.

— La suppression de toute opposition.

— La rééducation des criminels de droit commun, considérés comme « socialement proches », et l'exécution des politiques, comme « socialement dangereux », suivant la terminologie soviétique.

— La transformation de chaque agent du Pouvoir en technocrate, dépourvu de sentiments humains dans l'exercice de ses fonctions.

— L'interdiction de l'autodétermination à une bonne vingtaine de nations européennes (15). Par contre, invitation des peuples extra européens et de couleurs à participer de plein droit aux règlements des affaires intérieures et extérieures des Etats de notre continent.

Remèdes sabotés.

Malgré tout, aussi déplorable que soit la situation du travailleur en ce derniers tiers du XX^e^ siècle, elle ne serait pas sans quelques remèdes, même dans le cadre d'un système social inchangé, surtout en France.

On y remédierait déjà en adoptant un règlement plus intelligent des horaires. Pour y parvenir, il suffirait de prendre pour modèle une bonne moitié des pays d'Europe, sinon d'Amérique. En commençant par renoncer à l'interruption routinière et particulièrement malsaine des 2 heures pour le déjeuner du midi. Interruption s'intercalant entre le « café » des 7 h. 30 du matin et la « soupe » des 20 h. du soir. En espaçant régulièrement de 4 à 5 heures tous les repas du jour, on obtiendrait, enfin, la vraie journée continue. En Russie, comme en Pologne, et en Yougoslavie, comme dans les pays Scandinaves et nombre d'autres, en offrant même aux équipes du jour une demi-heure de casse-croûte, servi sur place, on assure aux salariés la sortie normale des ateliers et bureaux, dès 14 h. 30 ou 13 heures (16).

Qu'y a-t-il également d'impossible à inviter nos employeurs à cesser de narguer leur main-d'œuvre, en maintenant des horaires hebdomadaires de 46 à 52 heures de moyenne, contre les 36 à 37 heures des ouvriers et employés Suédois ou Américains. Pire encore, puisqu'aux Etats-Unis c'est la semaine de 30 heures que l'on cherche à introduire d'une façon généralisée. Tandis que dans certains corps de métiers, tel celui des électriciens du bâtiment, on applique déjà la semaine de 25 heures... Signalons encore l'exemple de l'Amérique Latine, où dans plusieurs Etats les congés payés annuels sont de 2 mois, et non point d'un seul, comme chez nous.

Une solution originale au problème de la durée-brutto du travail dans les pays socialement retardataires, consisterait à imposer à tout employeur le choix suivant : Ou construire des logements pour son personnel à proximité de l'entreprise, ou payer le temps des déplacements à ceux qui habitent des endroits éloignés, uniquement à défaut de logements de fonction.

Malheureusement, pour ce qui est de ces mesures d'urgence, nos syndicalistes patentés ne soufflent mot. Bien au contraire, on se souvient avec quel empressement ils renoncèrent, en mai 68, à soutenir la toute première protestation des 10 millions de grévistes contre les Ordonnances du Gouvernement sur la Sécurité Sociale...

Servilement, dans l'espoir de bien se faire voir du Pouvoir politique, on se refuse à réclamer même ce qui est admis ailleurs, chez nos voisins. Trop nombreux sont ceux qui comprennent que le moindre allégement véritable de la condition des travailleurs, au sein de notre régime de transition, ne pourrait que retarder l'avènement de leur socialo-communisme. De ce Capitalisme d'Etat, lequel exploite *souverainement* le travail des populations, devenues sa main-d'œuvre en U.R.S.S., Chine ou Cuba... Or, c'est bien ce régime de « démocratie avancée » qui assurera une existence princière à tous les membres de notre Politocratie future.

C'est pourquoi le salarié continue à subir l'allongement de la durée de sa peine pour autrui, à travailler à des

cadences de plus en plus précipitées, à perdre sa santé à des tâches plus épuisantes que jamais, à ne profiter de sa vie privée que les dimanches ou jours de congé.

Il n'a pas plus le droit de prétendre à une rémunération équitable de ses services et à une retraite décente, que de refuser le chômage ou l'enrôlement par l'usine ou le bureau de tous les membres valides de sa famille, ainsi disloquée.

« *Les lendemains qui chantent* ».

Quant à la promesse communiste — renouvelée en U.R.S.S. tous les ans depuis plus d'un demi-siècle — de ces « lendemains qui chantent », tous les démographes, y compris les Soviétiques, sont d'accord. Dans quelque 30 ans, notre planète devra nourrir, vêtir et loger, non plus 3 1/2, mais 7 milliards d'êtres humains. Tandis que, dans 3 centenaires à peine, il y aura sur terre un habitant par mètre carré... Aussi le raisonnement de nos collectivistes de tous bords ne manque pas de logique : Ils ne peuvent prétendre gouverner pas plus 7 milliards de citoyens de l'Univers au 31 décembre 1999, que 135 milliards en fin de l'année 2999, sans leur extirper *à temps* les dernières velléités d'individualisme (17).

L'*homo sapiens* doit devenir *homo tarmes !*

Pour y arriver, il faut dès aujourd'hui promouvoir les commandements de nos bâtisseurs d'une Société nouvelle :

ABRUTIR l'homme par des conditions de travail, le privant de repos suffisant.

CONFISQUER tous ses moyens de travailler pour son compte et toute propriété privée, susceptible de le rendre indépendant du Gouvernement.

ORGANISER ses loisirs, le clouer à son écran de télévision ou lui inculquer la fièvre des compétitions sportives, de façon à lui retirer la faculté d'une réflexion personnelle.

POLITISER l'éducation et l'instruction de ses enfants ;

remplacer la culture par la technicité, et l'art par des rebus ou abstractions sonores, picturales et autres.

PERVERTIR son sens moral ancestral avec l'introduction d'une éthique nouvelle, l'incitant à nuire à son prochain, pour le plus grand bien de l'Etat, par le mensonge, ruse, perfidie, délation, provocation, espionnage et meurtre.

ASEXUER dans la mesure du possible hommes et femmes, en dénaturant leurs caractères propres, leurs apparences physiques et même leur tenue vestimentaire.

DENATIONALISER l'individu par l'éloge du métissage et la promulgation de mesures facilitant les croisements entre races différentes. Altérer son ethnie, en remplaçant la cohabitation avec les sens de couleurs par leur intégration à sa vie publique, privée et intime.

C'est bien en se laissant débarrasser de « complexes », intolérables dans une Société collectiviste, que l'Homme indiscipliné d'aujourd'hui pourra devenir le Citoyen idéal de demain.

Juin 1969.

J.-E. CHELDON.

---

(1) J.E. Cheldon. Réflexions séditieuses (« Défense de l'Occident », janvier 1969).

(2) L'utilisation de l'énergie géothermique, solaire, des marées, de la chaleur terrestre, du laser et de quelques autres est déjà au stade expérimental.

(3) Chiffres retenus par R. Paranque dans son ouvrage : La Semaine de trente heures (Ed. du Seuil, 1967). Ce même auteur note également la conclusion d'une enquête de l'Office Statistique des Communautés Européennes, suivant laquelle, depuis 1961, la durée annuelle de 2.259 h. en France a augmenté en 6 ans de 2,5 %, ce qui donnerait pour l'année 1967 — 2.315 h. de travail, au lieu de 2.268. Signalons, à titre de curiosité, que, contrairement aux chiffres précités et communiqués par le Gouvernement français au

Bureau de Genève, ce même Gouvernement, mais à usage interne, n'annonce que 46 heures de moyenne hebdomadaire, au lieu de 52. Peut-être en faisant état des emplois à mi-temps et du travail à domicile ?

(4) Voir pour le Moyen Age : Levasseur. Histoire du Travail, Paris 1912 ; pour l'année 1707 : Vauban. La Dîme Royale ; pour les années 1830 et 1868 : Agricol Perdiguier. Mémoires d'un Compagnon ; pour l'année 1969 le calcul suivant : En déduisant, très largement, des 365 jours de l'année : 30 de congé annuel, 48 dimanches, 11 jours fériés et 24 samedis entiers ou 48 demi-samedis, on obtient 252 jours ouvrables.

(5) Coutin. Participation à l'usine (« Lectures pour Tous », janvier 1969).

(6) Tous les chiffres de cette étude, laissés sans indication particulière de références, sont cités d'après l'ouvrage de R. Paranque et les « Quid » des années 1967, 1968 et 1969.

(7) En mettant les choses au mieux, après 11 heures d'absence : 8 de travail + 1 de trajet + 2 de cantine.

(8) Après 12 à 13 heures d'absence : 9 de travail + 1 à 2 de trajets + 2 de cantine.

(9) 10 à 13 heures de travail + 0 à 3 heures de trajets + 1 à 2 de cantine = 15 heures du maximum pratiqué.

(10) Les caractères constitutifs de l'Etatisme Romain sont étudiés par l'auteur dans un autre ouvrage.

(11) Bury J.B. History of the Later Roman Empire from the death Theodosius to the death Justinian (2 vol., Londres, 1923).

(12) Par le truchement de l'Eglise Romaine.

(13) « La Pensée Russe ». (Paris, 12 juin 1969).

(14) C'est le cas, notamment, de l'auteur de ces lignes. Sur les 5,5 millions de pensionnés de plus de 60 ans en France, on compte plus de 3 millions qui vivent d'une pension de la Sécurité Sociale (y compris l'appoint du Fonds de Solidarité Nationale) de 217 F par mois. (Déclaration du Député et Maire de Saint-Etienne, M. Durafour dans « Le Dauphiné Libéré » du 14 juin 1969). En Suisse, le *minimum* de pension aux personnes âgées est de 500 F suisses par mois, ou de 580 F français. Aussi ne trouve-t-on pas en Suisse ou ailleurs les 10.000 clochards, fichés par la police en France.

(15) Voir la liste des 21 nations européennes, privées du droit à disposer d'elles-mêmes après la dernière guerre, dans « Défense de l'Occident » de janvier 1969 (p. 42). Aux 21 nations énumérées il faut ajouter une 22e — le peuple Tchétchène, dont le nom a été omis à la typo.

(16) Dans la région parisienne, 61,5 % des salariés se présentent à leur travail avant 8 h. 30 du matin. 70,2 % quittant leur emploi passé 18 heures, et sur ce nombre 38,6 % — passé 18 h. 30.

(17) Ou 15 habitants par décimètre carré en l'an 2969, à supposer que se maintienne la doctrine de certains Etats-majors et de certains Clergés, adversaires de la régulation des naissances. Reconnaissons, toutefois, le caractère purement théorique de ces estimations, étant donné les prévisions de certains Chefs d'Etat se félicitant de leur force de frappe nucléaire « tous azimuts », appelée à anéantir, à chaque tir, des civils « par millions ». (Conférence de presse du général de Gaulle du 14 janvier 1963).

G. AUBRY

Le Fascisme Anglais

Nous donnons ces deux études de G. Aubry et J. Joannon sur le fascisme anglais et le fascisme irlandais comme complément à notre numéro spécial 81, *consacré aux* Fascismes inconnus.

L'Angleterre était bien le dernier pays dont on put s'attendre à ce qu'il devînt fasciste. Les solutions fascistes sont à la fois antipathiques au tempérament anglais et au mécanisme de la politique britannique. Il y eut pourtant un mouvement fasciste en Angleterre, celui d'Oswald Mosley et les conditions de la naissance de ce parti fasciste anglais sont spécialement instructives.

La personnalité du fondateur du fascisme anglais est elle-même extrêmement originale. Alors que dans la plupart des autres pays le fascisme est né de la bourgeoisie moyenne et il a eu des inspirateurs et des chefs qui se rattachaient tous par leur éducation et leur pensée à cette couche sociale particulièrement propre à porter l'idée fasciste, Oswald Mosley appartient lui à un milieu tout différent. Né en 1896, Sir Oswald Ernald Mosley, sixième baronnet, a reçu une éduca-

tion anglaise traditionnelle, d'abord au college de Winchester puis à l'Ecole Militaire de Sandhurst et il entra comme officier au service de sa majesté britannique et participa à ce titre à la première guerre mondiale pendant laquelle il fut gravement blessé à une jambe. Son mariage avec Lady Sinthia, fille de Lord Scurzon dont la famille a joué un rôle important dans la politique britannique de la fin du XIX[e] siècle, fit de Sir Oswald un personnage en vue de l'aristocratie britannique. A la fin de la guerre, en 1918, il ne faut donc pas s'étonner de voir cet aristocrate entrer au Parlement comme député conservateur. Ces débuts traditionnels semblaient devoir mener Mosley à une carrière politique brillante et sans surprises. Néanmoins, en 1922, cet aristocrate surprit tout le monde en rompant avec le parti conservateur dont il était un brillant représentant et en s'inscrivant au Labour Party.

C'étaient surtout des raisons économiques qui avaient poussé Mosley à ce changement d'affiliation. Il avait vu les conservateurs depuis la fin de la guerre borner toute leur politique à protéger la puissance des financiers de la Cité sans se préoccuper des conséquences des mesures qu'ils prenaient sur le niveau de vie de la classe ouvrière. C'est par réaction contre une politique exclusivement capitaliste que Mosley quitta les rangs des conservateurs et entra dans le Parti Socialiste. Mais il fut rapidement déçu. Il s'aperçut très vite que le Parti Socialiste se bornait à mener une politique d'arrière-garde contre les Conservateurs et qu'en réalité il était prêt à admettre toutes les conséquences sur la classe ouvrière d'une politique de stricte défense de la monnaie. Dans la campagne électorale de 1924, Mosley apparut donc comme une leader de la fraction énergique du Labour qui protestait vigoureusement contre la politique de déflation et de diminution des salaires à laquelle Snowden, au nom du Parti Socialiste, venait de se rallier. Dans ces élections de 1924, Mosley joua parmi les jeunes leaders du Labour une partie politique décisive en se présentant à Laidywood, fief du premier Ministre Chamberlain. Cette élection fut héroïque. Après une nuit dramatique de compte et de recompte des voix Chamberlain l'emporta sur Mosley par 77 voix de majorité. Mosley fut élu ailleurs très peu de temps après, ayant

été demandé comme candidat par cinquante circonscriptions du Labour. Les résultats obtenus par Mosley à Laidywood étaient d'autant plus remarquables que les élections de 1924 furent une défaite écrasante pour le Labour Party.

Deux ans plus tard, Mosley prenait sa revanche à l'occasion d'une élection partielle à Smethwick dans laquelle il se fit contre la totalité de la grande presse anglaise le champion du relèvement des salaires et du niveau de vie de la classe ouvrière. Cette élection de Smethwick fut l'occasion d'une violente bataille. Mosley détesté des conservateurs comme renégat était l'objet d'attaques extrêmement violentes et son élection triomphale à Smetwick avec 6.600 voix de majorité apparut comme la première revanche du Labour Party après sa défaite électorale précédente. Ce fut, dit Mosley lui-même, une victoire historique du socialisme contre la pressocratie.

Son premier discours aux Communes à son retour en 1927 fut une intervention violente contre la politique de déflation à propos de la discussion du budget. Mosley montra les immenses bénéfices financiers qui avaient été réalisés par la Cité à l'occasion des mesures prises pendant les dernières années et il décrivit en revanche l'extension et l'aggravation du chômage, réclama une politique de l'emploi et une politique de la productivité.

Contre Winston Churchill alors champion de l'économie libérale, il attaqua les thèses traditionnelles de l'économie britannique qui consistaient à exporter à tout prix et demanda au contraire une protection prioritaire du home market de manière à assurer avant tout la stabilité de l'emploi. Cette position d'antimercantilisme et cette défense d'une politique économique nationale valurent à Mosley de très nombreuses attaques dans le Labour Party lui-même où il fut rayé de la liste des postes ministériels futurs en cas de victoire du Parti. Malgré cette situation, un certain nombre de membres du Labour Party reconnaissait contre les vieux bonzes la justesse des thèses de Mosley et sous la pression des jeunes il fut choisi pour établir avec Mac Donald et Snowden le programme des partis pour les prochaines élections. Le projet de Mosley, plus bref, plus énergique que celui de la direction, l'emporta d'abord puis les vieux bonzes inquiets le firent remplacer par un projet intermédiaire avec

lequel le Parti Socialiste se présenta aux électeurs en 1928. Le Labour Party gagna les élections de 1928 mais sa majorité ne fut pas suffisante pour qu'il put se passer complètement des libéraux. Mac Donald devient premier ministre dans le second gouvernement travailliste en mai 1929, gouvernement dans lequel figura Mosley mais à un poste secondaire : on lui confia le portefeuille de Chancelier du Duché de Lancaster, titre sous lequel il était chargé en réalité du problème du chômage avec des fonctions de sous-secrétaire d'Etat qui le subordonnaient à un ministre pris parmi les anciens du Parti. Les difficultés ne tardèrent pas à surgir entre Mosley et son ministre. Le ministre s'en tenait aux vieux procédés de propagande et aux cataplasmes habituels qui avaient eu dans le passé l'approbation des conservateurs et des radicaux. Sereinement optimiste, il ne cessait de promettre à la Chambre des Communes une sensible amélioration des chiffres. En fait sous sa direction le nombre des chômeurs passa en six mois de 1.132.000 à 1.770.000 sans que cela décourageât l'inaltérable optimisme du ministère. Mosley accumulait les mémoranda sur la table du ministre, lui proposant sans relâche des solutions nouvelles qui étaient rejetées avec la même placidité. Après six mois de cette comédie, Mosley perdit patience et demanda la permission de soumettre le problème au Conseil des ministres. Cette suggestion ne souleva pas de difficultés. Le mémorandum Mosley contresigné par les autres sous-secrétaires d'état fut donc respectueusement présenté au Conseil des ministres et le laissa dormir. Malheureusement ce plan fut divulgué par la presse et les mandarins du Labour Party affectèrent aussitôt une grande colère contre l'initiative prise par un jeune. A la suite de cet incident la crise devint bientôt très aiguë et Mosley se résolut à donner sa démission en mai 1930. Le discours qui accompagnait cette démission fit sensation, on avait l'impression que le Labour Party avait perdu un de ses futurs chefs et en tout cas l'un de ses jeunes espoirs sur lesquels il pouvait le plus certainement compter pour un renouvellement.

Mosley, après sa démission, fonda aussitôt un nouveau parti, le New Party, pour lequel il résuma son problème économique dans une brochure intitulée The National. Ce New Party n'était d'abord qu'une tendance à l'intérieur du Labour. Il est typique de la politique britannique que la scission se soit faite ainsi sur la politique économique et sociale et que le point de départ du mouvement de Mosley ait été essentiellement une politique économique de remplacement. C'était en somme une évolution parallèle à celle de Mussolini en Italie qui s'était résolu à créer son propre Parti Socialiste après avoir milité pendant des années dans les rangs du vieux Parti Socialiste traditionnel. Mosley constatait d'abord l'échec de la politique de rationalisation en Angleterre ; dans quatre grandes industries qu'il avait spécialement étudiées dans son mémorandum et qui, s'étant rationalisées, la production avait accru de 20 % tandis que le chômage n'avait diminué que de 4 %. Au lieu de cette politique, Mosley recommandait une politique de protection douanière du marché intérieur permettant une restructuration totale de ce marché et une politique dirigiste de l'exportation comportant une discipline des capitaux et un contrôle des investissements spéculatifs dans le monde entier de manière à préserver toutes les forces pour équiper le marché intérieur et permettre à l'Angleterre de fournir elle-même l'essentiel de sa production. Enfin, ce plan d'économie nationale était complété par un plan cohérent de la résorbsion du chômage étendu sur trois ans et se proposant d'accroître la consommation intérieure et d'orienter les jeunes vers les emplois qui seraient rendus disponibles par cette restructuration du marché national. Mosley adressa directement ce programme à tous les électeurs influents et aux notables du Labour Party par-dessus la tête des mandarins du Comité Central et il demanda qu'on lui envoie des mandats pour le congrès national du Labour Party qui devait se réunir à Landudno. Au cours de ce Congrès, à la grande colère des mandarins, Mosley recueillit un nombre important de suffrages. Le Comité Central fut obligé de poser la question de confiance sur une motion qui demandait l'adoption du plan de lutte de Mosley contre le chômage et cette motion ne fut rejetée qu'à une faible majorité par 1.250.000 mandats contre 1.050. Mosley après ce vote était devenu l'homme le

plus important du Labour Party après le premier ministre.

Ainsi, c'est par le renouvellement des solutions économiques que Mosley rejoignait les partis fascistes européens et non par leurs solutions politiques que ni lui ni ses compagnons issus du Labour Party ne souhaitaient pour leur pays. Les structures autoritaristes ne leur paraissaient pas inévitablement nécessaires pour imposer leur rajeunissement du mécanisme économique, c'est dans la voie et avec les méthodes traditionnelles du Parti Socialiste que Mosley prétendait développer son combat et ce sont les circonstances seules qui en ont décidé autrement.

Après le Congrès de Landudno, Mosley avait derrière lui une partie du Labour et il avait vivement intéressé aussi les plus jeunes et les plus dynamiques des Torries et des Libéraux. Sa première idée fut donc de constituer en dehors des partis traditionnels une sorte de parti des jeunes turcs qui représenterait la réaction de sa génération contre le formalisme des « bonzes » dans les divers partis. En somme, c'est un peu l'orientation que prit Mendès-France dans les années 1950-1955 et qui est représentée aujourd'hui en partie en France par le P.S.U. Mosley avait pour cela l'accord d'un certain nombre de jeunes des autres formations, le principal de ses appuis lui vint du leader intellectuel des jeunes Torries, Oliver Stanley, qui avait accepté une partie de ses thèses dans le débat de politique générale qui fut ouvert le 29 octobre 1930 à la Chambre à l'occasion de l'adresse au roi. De tous côtés on sentait un vent de révolte parmi les membres les plus intelligents de la Chambre des Communes. La tentative politique de Mosley était originale dans le climat britannique mais elle n'était pas nécessairement vouée à l'insuccès. Le retentissement des idées de Mosley après le débat de politique générale d'octobre 1930 fut tel qu'un manifeste élaboré par lui et quelques-uns de ses amis recueillit bientôt la signature de nombreux jeunes parmi les membres du Labour et des gauchistes importants parmi lesquelles celles d'Aneurin Bevan, d'Oliver Baldwin, de John Strachey qui tous devaient jouer plus tard un rôle important dans la politique anglaise. Mais au moment où les signataires du manifeste comprirent qu'en s'engageant avec Mosley ils devaient nécessairement accepter la rupture avec le Labour Party, la

plupart d'entre eux hésitèrent et ou bien ne donnèrent pas leur démission du Parti Socialiste ou bien la reprirent peu de temps après l'avoir quitté. Cette défection engagea définitivement Mosley dans les voies d'une politique indépendante. Ne pouvant orienter autrement le Parti Socialiste à l'intérieur du parti lui-même, il décida de lancer comme une force indépendante dans la bataille politique le New Party, opération très risquée dans l'optique de la politique anglaise. Deux événements allaient aggraver les difficultés du nouveau parti à ses débuts. D'abord Mosley contracta une grave pneumonie due à son surmenage et à ses imprudences et il dut interrompre toute action politique pendant plusieurs semaines justement à l'époque prévue pour le lancement du parti dans les milieux ouvriers. Ce fut une catastrophe. On ne voulut pas annuler les meetings prévus et ce fut sa femme Lady Sinthia Mosley qui le remplaça avec beaucoup de courage et qui mena la campagne à sa place. Le second malheur fut la dissolution prématurée de la Chambre des Communes qui amena des élections partielles à une époque où le New Party n'était absolument pas en mesure de les affronter. Il n'apparaissait pour l'instant dans la politique anglaise que comme un groupement d'intellectuels disposant encore de peu de voix et n'ayant pas gagné les masses ouvrières. Le lancement du New Party se termina donc par une catastrophe, Mosley présenta dix-huit candidats qui obtinrent un nombre de voix infime et perdirent presque tous leur caution. Mosley à lui seul par son dynamisme et son éloquence recueillit un tiers des voix du New Party, ce qui ne l'empêcha pas de perdre son siège à la Chambre des Communes.

∴

Les jeunes turcs sortis du Parti Socialiste avaient senti dans quelle voie sans issue Mosley risquait de les entraîner. Presque tous partirent avant le moment de l'épreuve. La position que prit Mosley à ce moment-là sur l'Union Soviétique ne fit qu'aggraver la scission. Des bagarres violentes accueillaient Mosley à ses meetings, le sabotage des communistes était constant et à partir de 1932 Mosley dut créer des groupes de protection pour pouvoir parler librement. Les grou-

pes de protection furent l'origine de la fascisation du mouvement. Mosley finit par leur donner un uniforme à l'imitation du parti fasciste italien, ils portèrent la chemise noire et ils eurent un journal qui s'appelait le Black Shirts. Mosley cependant admirait de plus en plus Mussolini et s'intéressait aux réalisations et aux structures politiques du fascisme. Il en vint à mener une politique de plus en plus violente contre les communistes qu'il alla attaquer dans leur forteresse elle-même, Battersea, Durham, Manchester. En même temps son programme se durcissait et au protectionnisme qui avait d'abord commandé toutes ses revendications, Mosley ajoutait maintenant les conditions politiques qui lui paraissaient inséparables d'une renaissance économique nationale : il exigeait comme en Italie l'état corporatif, la priorité de l'intérêt national, la constitution d'une économie « naturelle ». Des mouvements fascistes inspirés par le New Party étaient nés un peu partout dans les dominions, en particulier en Australie sous la direction du colonel Eric Campbell et en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud sous le nom de Nouvelle Garde. Mosley prit contact avec ces filiales du New Party et les fédéra en 1934 sous le nom de British Union of Fascist within the New Empire Union. Cette fondation de la British Union of Fascist était le point final de l'évolution qui avait dirigé la pensée de Mosley depuis l'année 1922.

La caractérisation de la British Union of Fascists rendit ses conditions de développement politique beaucoup plus difficiles naturellement que n'avait été celles du New Party qu'on avait considéré pendant longtemps comme une sorte de satellite du Labour Party. Les Chemises Noires de Mosley, des meetings dramatiques son courage personnel bien qu'il fût un grand blessé, créèrent une sorte de légende. Mosley combattit avec violence la politique belliqueuse des dirigeants britanniques à partir de 1936. Il accusa publiquement le gouvernement de la Grande-Bretagne de vouloir une guerre mondiale. Parallèlement Mosley ajoutait à son admiration initiale pour Mussolini qui avait été jusqu'ici sa principale inspiration politique une admiration plus encombrante au point de vue britannique pour Hitler. La participation des Juifs à la politique de croisade du gouvernement britannique lui fit adopter une partie des thèmes de l'antisémitisme. Cette

politique courageuse l'amena à se séparer d'une partie de ceux qui lui avaient apporté leur appui, Lord Rothermere qui avait rejoint la British Union of Fascists en 1934 en la considérant comme la seule alternative valable au socialisme et Lady Scinthia qui, comme une grande partie de l'aristocratie britannique, tenait à ménager ses alliances juives. Mosley se remaria en 1936 avec Diana Guinness née Mitford, fille de Lord Rodesdale qui était la sœur de la romancière Nancy Mitford et dont une autre sœur était également une admiratrice éperdue d'Hitler qui se suicida au moment de la déclaration de guerre. Les dernières années de la British Union of Fascists entre 1936 et 1940 furent employées à essayer de faire triompher une politique de paix. En mai 1940, au moment de la déclaration de guerre, la British Union of Fascists fut dissoute et Mosley fut arrêté. Il passa trois ans dans un camp de concentration dont il ne fut tiré qu'en novembre 1943. On sait qu'après la guerre il a repris son activité en fondant l'Union Movement en février 1948. Les idées de Mosley qui jouent encore un grand rôle intellectuel dans les milieux néo-fascistes ont été résumées après la guerre dans le plus important de ses ouvrages politiques, The alternative.

J. JOANNON

Le Fascisme en Irlande

Le 6 décembre 1921, un traité met fin à la guerre anglo-irlandaise. Mais ce dernier entérine la partition de l'Ulster et ne consacre pas la totale indépendance politique et économique de l'île. Il s'en suit une guerre civile de deux ans entre les républicains irréductibles conduits par de Valera et les états libristes de Griffith, Collins et un peu plus tard Cosgrave. En 1923, militairement à bout de souffle, de Valera et une partie de l'Irish Republican Army (IRA) déposent les armes. Ils fondent un parti, le Fianna Fail ou Armée du Destin, et se lancent à l'assaut du pouvoir dans le cadre de la légalité constitutionnelle. Rapidement le nouveau parti devient un rival dangereux pour le gouvernement de M. Cosgrave. Finalement aux élections de février 1932 le Fianna Fail obtient 72 candidats contre 57 à la Ligue de Gaels, parti de Cosgrave. De Valera s'installe au pouvoir.

L'événement est considérable : les guérilleros de la veille deviennent ministres alors même que les dissensions de la guerre civile persistent et qu'une fraction importante de l'IRA reste favorable aux méthodes terroristes. Les états libristes redoutent une épuration. Les premiers actes de de Valera ne sont pas faits pour les rassurer. Si ce dernier refuse de porter le fer dans l'armée, la police et l'administration, il libère néanmoins les activistes de l'IRA et suspend les mesures de salut public instituées par le gouvernement

Cosgrave pour lutter contre l'organisation clandestine : L'IRA, qui a désormais les coudées franches, se lance dans une campagne de violence contre les partisans de la Ligue des Gaels aux cris de « pas de liberté pour les traîtres ». La police, plus par faiblesse que par complaisance, se montre impuissante à faire face au déchaînement de la violence, cette situation entraîne une réaction d'auto-défense.

Au printemps 1931, une association amicale d'anciens soldats et officiers de l'état libre — l'Army Comrads Association — avait été constituée. En août 1932, elle ouvre ses rangs aux civils et s'assigne pour tâche de protéger la liberté d'expression sous toutes ses formes. En quelques semaines le mouvement compte 30.000 hommes, dix-huit mois plus tard il en compte 100.000. Il assure le service d'ordre des meetings de la Ligue de Gaels et protège les biens menacés par la politique de boycott des produits britanniques instituée par l'IRA.

Il ne manque qu'un chef à cette organisation. Le gouvernement va lui en donner un en la personne du général O'Duffy, vétéran de la guerre d'indépendance et chef de la police de l'état libre. Figure extrêmement populaire, le général O'Duffy est révoqué de ses fonctions sans motif en février 1933. Il prend la tête de l'Army Comrads Association rebaptisée « garde nationale ». Sous son impulsion la Garde Nationale prend un tour nettement fasciste. L'uniforme des chemises bleues — qui donnera son nom au mouvement — et le salut à la romaine s'inspirent ostensiblement du régime mussolinien. La filiation est du reste avouée par le professeur Hogan : « C'est la menace croissante de l'IRA communiste qui a entraîné l'apparition des chemises bleues aussi sûrement que l'anarchie communiste a entraîné l'apparition des Chemises Noires en Italie. De Valera — assimilé à Kerinsky — est accusé de faire le jeu du communisme.

Cependant la Garde Nationale n'est pas un parti. C'est une organisation originale vouée à la défense des « intérêts nationaux et de la culture nationale », sans lien avec les « partis qui ont fait leur temps ». Elle se sent suffisamment puissante pour entreprendre seule le combat pour une Irlande chrétienne et anticommuniste. Cette belle assurance va être mise à rude épreuve.

A l'été de 1933 les Chemises Bleues de toutes les provinces d'Irlande sont appelées à faire mouvement sur Dublin pour participer à une grande parade destinée à célébrer la mémoire des fondateurs de l'Etat libre, Collins, Griffith et O'Higgins. La manifestation doit avoir lieu le 13 août 1933. Aussitôt la panique s'empare du gouvernement qui soupçonne O'Duffy de vouloir rééditer en Irlande la marche sur Rome qui permit à Mussolini de prendre le pouvoir. Le pays est placé sous la loi martiale, un Tribunal Militaire est établi, les armes des Chemises Bleues sont saisies. Une police politique regroupée en toute hâte parmi d'anciens membres de l'IRA est dotée d'armes automatiques et d'autos mitrailleuses. Dublin est mis en état de siège et la manifestation est interdite. Pour O'Duffy, c'est l'heure du choix. Il peut compter sur cent mille hommes entraînés et résolus. Il a de nombreux appuis dans l'armée et la police. Jamais l'occasion n'a été si propice à un coup de force. Cependant le général hésite, tergiverse, puis finalement renonce. Il décommande la manifestation. L'Irlande ne sera pas fasciste.

Une nouvelle phase s'ouvre alors dans l'histoire du mouvement. La Garde Nationale est interdite. Le prestige du général est atteint. Il doit se résoudre à composer avec les partis conservateurs. Le 8 septembre 1933, les Chemises Bleues, la Ligue des Gaels de Cosgrave et le Parti Irlandais du Centre qui représente les intérêts des gros fermiers fusionnent en un Parti de l'Irlande Unie (UIP) dont O'Duffy est élu président et Cosgrave vice-président. Les Chemises Bleues, qui gardent leur identité distincte et dont O'Duffy reste le chef, deviennent le mouvement de jeunesse de l'UIP. Leur entrain semble donner le ton : l'exaltation de la jeunesse, la construction d'une société aux antipodes du libéralisme et du marxisme deviennent les thèmes favoris du Parti de l'Irlande Unie : « Les Chemises Bleues récusent le laisser-faire et tous les hochets du libéralisme » lit-on en octobre 1933 dans l'United Irland journal du Parti. « La jeunesse intelligente d'aujourd'hui veut de l'intelligence et de l'efficacité et non un individualisme devenu fou ». Le nouveau programme de l'UIP daté de novembre 1933 réclame l'établissement d'un régime corporatif « qui ferait en sorte que grèves et lock-out deviennent des choses du passé ». Le corporatisme a pour

avocat deux universitaires brillants, les professeurs Hoggan et Thierney. En décembre 1933 Tierney écrit : « On assiste dans un seul pays, l'Italie, à la tentative de créer à partir de l'échec du parlementarisme et du système des partis une machinerie précise et complexe capable de venir à bout d'une situation difficile. On se trompe lourdement en imaginant que le fascisme italien est simplement la dictature brutale d'un homme ou d'un parti. C'est le produit des conditions particulières à l'Italie, mais qui se transforme graduellement en un modèle d'organisation politique et sociale qui certainement au fur et à mesure que le temps passe se révélera comme étant adapté aux besoins de tous les pays civilisés. Dans ce modèle, la dictature cède de plus en plus le pas à une forme nouvelle et plus intelligente, parce que plus subtilement organisée, de démocratie. A Mussolini, quand le temps sera venu pour lui de se retirer, succédera, non pas un autre dictateur, mais une nouvelle entité adaptée aux besoins de la civilisation moderne, l'état corporatif... à la fin l'état corporatif devra voir le jour en Irlande comme ailleurs. » Ces déclarations ne sauraient cependant faire illusion. Malgré les apparences, le Parti de l'Irlande Unie n'est pas un parti fasciste. Laissant le général O'Duffy à ses rodomontades et à ses défilés, Cosgrave tient l'épée bien en mains. Or Cosgrave est tout le contraire d'un « fasciste ». Ancien président du Conseil Exécutif de l'état libre, politicien habile et parlementaire averti, sa seule ambition est de battre démocratiquement le Fianna Fail aux élections. Farouche partisan du système parlementaire, les problèmes constitutionnels et économiques le préoccupent davantage que les spéculations sur l'Ordre Nouveau qu'il affecte d'ignorer. C'est seulement le climat de violence et le capital de popularité du général O'Duffy qui lui ont fait rechercher l'alliance des Chemises Bleues dont il a bien l'intention de se servir aussi longtemps qu'il le faudra mais pas plus.

L'idéologie corporatiste du mouvement lui-même est ambiguë, car loin de s'inspirer des théories de Mussolini, elle vise à mettre en œuvre les enseignements du Pape Pie XI exprimés dans l'Encyclique Quadragesimo Anno. Ce qui explique la condamnation par le professeur Tierney de l'excessif étatisme italien si éloigné de la doctrine de l'église. Les contradictions

internes du Parti de l'Irlande Unie vont provoquer son éclatement. En juin 1934, contrairement aux prévisions optimistes d'O'Duffy, l'UIP essuie un échec aux élections locales. Mais, circonstance beaucoup plus décisive, les Chemises Bleues vont se démarquer des conservateurs dans les mois qui suivent. L'Irlande est en pleine période de troubles agraires. Les Chemises Bleues prennent parti pour les petits fermiers, soutiennent leurs manifestations et leur recommandent de refuser de payer les baux et les annuités découlant du rachat des terres. Peu après le général O'Duffy fait une déclaration fracassante dénonçant l'emprise croissante de l'Angleterre sur l'Ulster et l'Irlande du Sud et n'excluant pas l'éventualité d'une nouvelle guerre anglo-irlandaise dans laquelle les Chemises Bleues sauraient faire leur devoir. C'est plus que les Conservateurs, partisans de l'ordre et de l'apaisement à l'égard de l'Angleterre, n'en peuvent supporter.

Le 31 août 1934, le professeur Hogart démissionne de l'UIP en signe de protestation contre « le leadership hystérique et destructeur de son président ». Le 21 septembre, le général O'Duffy est exclu de la présidence du Parti de l'Irlande Unie qu'il abandonne aussitôt suivi par une partie des Chemises Bleues. Un certain nombre reste fidèle à l'UIP. Leur direction est réorganisée dans un sens moins autoritaire et leur doctrine est purgée de ses thèmes corporatistes. Bientôt c'est leur autonomie qui est menacée. Refusant de disparaître en tant qu'entité distincte, ils quittent à leur tour l'UIP en octobre 1936.

Après sa rupture avec les conservateurs, O'Duffy lance un nouveau mouvement, le Parti National Corporatif. Malgré les options de plus en plus radicales, antiimpérialistes, républicaines et antibritanniques du général O'Duffy, cette nouvelle tentative politique échoue.

Juillet 1936, c'est la guerre d'Espagne. O'Duffy recrute 600 Chemises Bleues et va se mettre au service des insurgés. Sous son commandement La Bandera Irlandesa del Tersio monte en ligne sur le front de la Jarama. Elle est également requise par le général Von Thoma comme infanterie de soutien pour une avance de chars allemands, fait généralement considéré comme unique dans les annales de la guerre d'Espagne.

Dans le camp adverse, des membres de l'IRA, sous l'impulsion de Frank Ryan, ont rejoint les Brigades Internationales, spécialement le bataillon Abraham Lincoln et le bataillon britannique.

Le 21 juin 1937, le général O'Duffy regagne l'Irlande. Il abandonne définitivement la politique. Le Mouvement des Chemises Bleues s'éteint rapidement. A la veille de la deuxième guerre mondiale, il a définitivement disparu de la scène irlandaise.

Pendant la guerre, l'IRA collabore avec l'Abwehr puis avec le Département des Affaires Irlandaises dirigé par Veesen Mayer à la Wilhem strasse. Cette collusion n'indique pas une resurgence du fascisme en Eire. Dans une certaine mesure c'est même le contraire. Il s'agit simplement d'une variété de ces alliances de circonstance traditionnelles dans l'histoire de l'Irlande entre républicains et ennemis momentanés de la Grande-Bretagne.

L'échec des Chemises Bleues tient à la personnalité de son chef et aux circonstances particulières dans lesquelles ce mouvement évolua. Le général O'Duffy, vaillant soldat et excellent organisateur de la police, manquait totalement de sens politique. Très sensible aux discours, aux saluts, aux manifestations de foule, il se laissait volontiers entraîner par son éloquence et, l'excitation aidant, mettait souvent ses partisans en difficultés par ses imprudences de langage. Catholique fervent, il était résolu à éviter à tout prix une nouvelle guerre civile.

On le vit bien lorsque, chef de la police, il refusa d'armer la Garde Civique de l'Etat libre pour ne pas aggraver les discordes. On le vit bien encore lorsqu'il décommanda la marche du 13 août 1933, occasion inespérée de prendre le pouvoir. En fait, dans l'Irlande de cette époque, un seul homme avait l'étoffe d'un véritable chef. Cet homme n'était pas le général O'Duffy mais Eamon de Valera son rival.

Après août 1933, O'Duffy fut contraint de chercher l'appui des autres partis d'opposition. Son absence de sens politique condamnait les Chemises Bleues à n'être que le « soutien musclé » des intérêts conservateurs exprimés par l'UIP et incarnés par William Cosgrave, politicien influent et discret. Lorsque le général se trouva en conflit avec les conserva-

teurs, ceux-ci l'abandonnèrent à son tort et les Chemises Bleues disparurent de la scène politique d'autant plus rapidement que le danger d'une mainmise communiste, plus apparent que réel, était définitivement écarté. En fait, c'est le Fianna Fail qui tira les marrons du feu dans toute cette aventure. En effet, 1934 voit à la fois l'exclusion des Chemises Bleues de la coalition conservatrice et l'éclatement de l'IRA en plusieurs groupes rivaux. Tandis que le danger « fasciste » s'estompait progressivement, l'IRA décrétée association illégale cessait de constituer une menace pour le gouvernement.

S'épuisant l'une contre l'autre, les oppositions d'extrême-gauche et d'extrême-droite s'étaient entre-détruites laissant Eamon de Valera libre dexercer sans partage un pouvoir dont elle n'avait pu s'emparer.

J.-M. de BOISSARD

Drieu La Rochelle et la guerre

I

Ce n'est pas l'un des aspects les moins étranges des troubles de la jeunesse actuelle qu'ils aient pu inspirer à quelques-uns une certaine acceptation tacite, voire un inconscient appel vers une solution tragique : celle de la guerre. Que parfois, et au sein des groupes sociaux les plus divers, les excès et les violences aient fait apparaître une évocation de ce qui représente pourtant la grande peur de l'An Deux Mille, voilà qui permet de mesurer non seulement l'inconséquence des individus et des groupes sociaux, mais aussi le pessimisme foncier de notre philosophie actuelle, présente en toute parole contemporaine, fût-elle criminelle ou sotte. On s'irrite contre les politiciens mais on pourrait sourire de cette bourgeoise du XVI^e^ arrondissement qui, après une bagarre entre jeunes, et devant une tasse de thé, affirme sans trembler : « Pour les calmer, il leur faudrait une bonne guerre... ». On le pourrait, mais ce serait partager son inconscience, et, d'autre part, ce ne serait pas chercher à s'éclairer sur certaines régions troubles de nos esprits où l'échec est un havre et où la catastrophe apporte le triomphe de la prévision justifiée. En outre, l'Histoire prouve, les sociolo-

gues ne nient pas, et les psychologues savent que la guerre, parfois, a pu polariser les aspirations les plus contradictoires de la jeunesse.

La question des résonances d'une guerre dans une génération est trop complexe et trop vaste pour qu'on puisse l'aborder, même sommairement, dans les dimensions d'un article. L'évoquer, cependant, permet d'entrevoir l'intérêt que présente, en tant que document, l'étude de telle ou telle pensée personnelle en face de la notion de guerre, et la réaction à la prise de conscience de cette notion. A cet égard, quel esprit nous renseignerait mieux que Drieu La Rochelle ? Lui dont la vie fut une sorte de parenthèse entre deux guerres... Vingt et un ans en 1914, et la première guerre transforma durement, au prix de trois blessures et de beaucoup de souffrances l'enfant choyé qu'il fut en homme sans doute désabusé mais en même temps soucieux d'agir. Si, dès son retour dans la vie de la paix, il se voulut écrivain politique, n'était-ce pas pour sans cesse regarder vers cette guerre qui l'avait meurtri mais fait éclore et dont il ne put jamais oublier ni l'horreur ni la fascination ?

Vingt ans passèrent, au cours desquels la pensée romanesque ou politique de Drieu, sans cesse faisant miroiter devant elle l'étrange leçon des quatre années, fut une longue méditation sur des thèmes de décadence ou de mort, les premiers non pas conséquence immédiate du traumatisme éprouvé par la société mais en correspondance directe avec lui, et les autres — ceux de la fuite de la vie — révélant une obsession que, comme nombre d'autres enfants trop songeurs, Drieu connut en son âge d'insouciance mais que la guerre, jeu de mort, ne fit qu'accroître.

Toutefois, les méandres de l'œuvre de Drieu La Rochelle sont si complexes — si nombreux, en outre — qu'une brève analyse de sa pensée personnelle sur la guerre ne peut être envisagée sans une délimitation précise du champ de recherches. Tout d'abord, il faut admettre que cette pensée ne peut avoir valeur de document que si on la dépouille de l'occasionnel et qu'on s'efforce de la rechercher lorsqu'elle porte sur « la » guerre et non sur « une » guerre. Ainsi, tout ce qui aborde la politique proprement dite, soit dans des ou-

vrages tels que « Mesure de la France » ou « Genève ou Moscou », soit dans des articles d'actualité, doit-il être écarté. D'autre part, tout ce qui concerne une société, une génération ou un groupe, n'est pas non plus l'objet de notre recherche. Ce qu'il s'agit de retrouver, c'est pourquoi Drieu lui-même n'a jamais pu oublier la guerre, et, en fin de compte, si c'est par amour ou par dégoût. En effet, certains lui ont reproché de l'avoir aimée, mais il la haïssait également. D'autres ont attribué à une pensée personnelle naturellement tournée vers la mort la persistance de ces images de guerre, qu'on en dissocie mal. Même en admettant que cela pût être vrai, encore faudrait-il expliquer pourquoi Drieu, adulte, n'a pu oublier ses dialogues d'enfant jouant avec la mort au moyen d'un petit couteau à dessert, et se demander si, de la persistance de cette obsession chez l'homme, la guerre fut, à quelque degré responsable.

Mais, Drieu La Rochelle, on le sait, ne put aller au-delà de ce qui pour lui représenta la conclusion de la deuxième guerre qu'il eut à vivre. Son suicide, en mars 1945 fut-il le prix de l'événement et doit-on le relier au seul fait qu'au matin de son geste un mandat d'amener ait été lancé contre lui ? Ou bien, comme le croient ses amis, d'ailleurs avec plus de vraisemblance, songea-t-il qu'il avait livré son message ?... ce message d'une génération fleurie dans la guerre, qui croyait avoir acheté par ce cruel épanouissement le prix d'un accomplissement au moins temporaire de l'humanité et qui, devant l'échec ultime, venait enfin de comprendre que le drame de Sisyphe n'aurait jamais la moindre interruption ? Drieu ne nous livrera jamais son secret. Mais, s'il est une voix qu'il nous faut entendre sur la guerre, c'est bien la sienne.

Or, Drieu La Rochelle — tous ses amis en témoignent — ne put jamais s'évader tout à fait de ce monde à part qu'est celui de l'enfance. Son apparence physique même en témoignait. Beau, certes. L'élégance un peu affectée d'un adolescent... mais, surtout, sur son visage, cette célèbre « moue d'enfant boudeur » que tous ceux qui l'ont connu se plaisent à faire remarquer. De l'enfant, s'il avait gardé la bouderie et même le caprice, il avait aussi préservé la spontanéité et

la générosité, ces traits de sa personnalité ne peuvent être négligés et, si l'on veut saisir pleinement cette dialectique passionnée de la guerre que fut sa vie, on ne saurait le faire sans penser que l'appel, l'horreur ou le désir de justification de la guerre furent entendus par l'enfant, resté toujours présent aux côtés de l'homme. On ne peut oublier non plus qu'ils furent, consciemment et inconsciemment, mêlés aux songes de ce rêveur impénitent que Drieu voulut toujours rester. Mais, à côté de l'enfant et derrière le rêveur, il faut aussi écouter l'intellectuel, le poète, le romancier, l'essayiste que nous connaissons tous et qui nous livra sa pensée dans ces autobiographies déguisées que sont : « La Comédie de Charleroi », « Rêveuse Bourgeoisie », « Gilles », ou « Récit Secret ».

*
* *

C'est au cœur de ce Paris tant aimé que la guerre fit son premier clin d'œil à Drieu La Rochelle puisque, alors en cours de service militaire et de garde au Ministère de la Marine, rue Royale, il vit poser en face de lui cette célèbre affiche de la mobilisation que par la suite il vint bien souvent regarder avant d'entrer chez Maxim's. On imagine le bouleversement, l'espoir et le désespoir irraisonnés, de ce Drieu de 19 ans qui s'enlisait dans la grisaille du quotidien.

Incontestablement, Drieu a entendu l'appel de la guerre. Les faits ne le prouvent pas seulement pour cette mobilisation initiale qui l'a tant ému mais aussi de façon absolue puisque par la suite Drieu est reparti volontairement au front, de même qu'il a prêté à ses héros les plus chers, Yves, enfant et adolescent de « Rêveuse Bourgeoisie », ou Gilles, nom symbolique de son auto-portrait, le geste de s'engager.

On peut tout d'abord se demander s'il n'y eut pas un certain aspect négatif dans ce que nous qualifions d'appel de la guerre. En raison précisément des survivances de l'enfant chez l'adolescent Drieu et chez l'homme Drieu, l'appel ne se serait-il pas quelque peu confondu avec la fatalité d'un entraînement ? On pense notamment à ce que dit Paulhan dans « Le Guerrier appliqué » : « S'engager par timidité... » et on

serait tenté de l'appliquer à Drieu si, chez lui, les rêves d'orgueil ne compensaient sans cesse la faiblesse d'enfant. Plutôt que de fatalité, voire de sentiment de l'inévitable, il faudrait alors parler d'un certain entraînement comme aussi du goût de la bravade et de la parade.

Un aspect plus négatif encore a pu impressionner Drieu au début de la guerre de 1914, et c'est Marcel Arland qui l'a mis en évidence : « Toute résistance, dit-il, le désarçonne, — c'est qu'il l'appelait et qu'elle lui sert de prétexte... » Drieu, en effet, resta, en dépit de dons éblouissants et de réussites certaines « l'homme qui nourrit pour l'inachèvement, pour l'échec, un goût pervers, et, comme il l'a dit lui-même, quasi-mystique. » Hypothèse d'autant plus admissible que, pour Drieu, l'appel de 1914 s'est fait entendre non seulement à un âge particulièrement vulnérable de la jeunesse, mais surtout, en son cas personnel, alors qu'il avait échoué peu avant, en 1913, à l'examen de Sciences Politiques et que cet examen manqué lui avait laissé des regrets et des remords très cruels.

On aurait cependant un aperçu très faux de la résonance rencontrée par la guerre dans l'âme de Drieu si on l'attribuait d'une part aux circonstances et d'autre part à certaines faiblesses de son caractère. La guerre avait d'autres moyens de l'appeler et, notamment, elle lui assurait un certain climat de l'enfance retrouvée à la recherche duquel Drieu ne renonça jamais tout à fait. Peut-être d'abord par l'afflux involontaire d'images des plus lointaines années, resurgies comme lors de toute émotion intense. Drieu n'a pas refusé de nous l'avouer puisqu'il a évoqué — et c'est Maurice Martin du Gard qui le souligne — les jours de congé du collégien alors qu'il écoutait sa grand-mère lire pour lui les Mémoires du Général Marbot, ou bien encore ses longues rêveries devant le tableau de Bonaparte au Pont d'Arcole. On ne saurait évidemment prétendre que, sur les champs de bataille modernes, Drieu cherchait Bonaparte — que d'ailleurs par la suite il devait détester — mais on ne peut non plus nier que, pour un garçon de 20 ans chez qui viennent affluer des souvenirs — auxquels il donne d'autant plus de force que, s'irritant de leur puérilité, il tente de les repousser — l'imagerie familière la plus ancrée dans

son esprit, la plus nouée à toutes ses associations d'idées, ait pu jouer un rôle non négligeable.

Peut-être peut-on penser aussi — autre puérilité pardonnable à un poète et à un solitaire comme Drieu — que la possibilité de recommencer à vivre en contact étroit avec la Nature et de rejoindre ainsi par ce détour, si cruel soit-il, une enfance recherchée, ne fut pas sans exercer obscurément un certain attrait. « D'abord, dit Drieu au moment où il part pour les Dardanelles, être dans la Nature... ». On retrouve ici le Drieu La Rochelle aux goûts de sportif, et aussi, avec une certaine originalité par rapport à l'époque, gardant au cours de toute sa vie un très grand amour de la marche. Il faut même insister sur ce thème de la marche considérée comme une sorte de mariage entre la Nature et la songerie puisqu'il a paru assez essentiel à Drieu pour qu'il le reprenne à plusieurs reprises, et même aux ultimes jours de sa vie, alors qu'il rédigeait ce livre qu'il savait devoir être le dernier, les « Mémoires de Dirk Raspe ». Or, la guerre lui redonnait une route que l'asphalte lui refusait.

Plus profond, plus enraciné, plus raisonné aussi, mais rejoignant de même l'amour de la nature et contribuant également à faire entendre inconsciemment l'appel de la guerre, ce respect de la force physique dont Drieu nous a entretenu bien souvent. Pour lui, le mal — ou les maux — vient de l'oubli du corps, et il faut sauver la jeunesse par la pratique constante du sport. Drieu La Rochelle a toujours admiré les héros forts, et tout particulièrement ceux des Chansons de Geste qui le sont jusqu'à la vantardise, car il est convaincu que la force — la force purement physique — est en soi une qualité essentielle. Il n'est pas étonnant que la guerre lui soit d'abord apparue comme un moyen de la développer et de la faire reconnaître, même s'il devait par la suite railler cette illusion. Et s'il eut à nier la guerre, il ne nia jamais la force. En 42, alors que sa défense de la force ne pouvait plus être imputée à l'attrait de la jeunesse et alors qu'il en déplorait l'établissement de fait, il tente cependant d'établir une sorte de théorie de la force : « Ce peuple (les Français) regrette-t-il dans un article de la N.R.F. « Entre l'Hiver et le Printemps », ce peuple n'aime pas la force ». Et il précise : « Nous

avons toujours cru à la force mais les Français continuent à ne pas l'aimer dans sa nécessité profonde ». Il fait aussi remarquer que l'Histoire a longtemps glorifié les qualités physiques de ses grands personnages. Il cite notamment la force et l'endurance de Charlemagne, et sans doute là encore laisse-t-il parler l'imagerie de l'enfance. Il souligne aussi que les trouvères tenaient comme de première importance de louer la force physique et que c'est seulement au moment de la Renaissance que fut déconsidéré comme vertu en soi l'épanouissement d'un corps vigoureux.

Ces rappels fréquents de son admiration pour la forme et la force physique nous révèlent à coup sûr un Drieu qui se défendait à sa manière contre un excès d'intellectualité. On comprend dès lors qu'il ait pu être irrité de voir combien en son époque il semblait niais de lui attribuer une valeur autre que de moyen. On comprend aussi qu'il ait en quelque sorte voulu compenser l'impossibilité de louer ou de magnifier cette supériorité du fort en l'associant à l'idée de guerre et en cherchant comment l'y retrouver.

D'une certaine manière il put en effet l'y retrouver tout au début de son temps de guerre, en un moment où il avait encore en lui quelques-unes de ses plus puériles illusions : et c'est en effet « l'ivresse » de Charleroi où, nous dit-il, « je chargeai avec amour ». On sait que par la suite et à de multiples égards il dut constater que la guerre moderne dépendait plus de la force mécanique que de celle de chacun. Il n'empêche qu'un Drieu à la recherche d'un être semblable à son idéal d'enfant, c'est-à-dire accompli en son corps autant qu'en son esprit, pouvait s'en croire plus proche si le mode de vie lui faisait paraître chaque action comme une touche d'épreuve de l'efficacité physique.

⁂

Mais, Drieu avait bien d'autres raisons d'entendre l'appel de la guerre, lui qui resta toujours un perpétuel rêveur, réceptif plus que tout autre aux voix du dialogue intérieur, même et peut-être surtout en ce qu'elles peuvent avoir de paradoxal. Avant de vivre avec les autres, Drieu était en effet

de ceux qui vivent non pas pour eux mais en eux, construisant constamment autour d'eux le mur de leur propre richesse d'évocations et d'impulsions. On ne peut nier que toute aventure, cette aventure fut-elle la guerre, recèle en ses préludes d'immenses possibilités d'évasion pour de tels rêveurs.

C'était évidemment par une acceptation passive que tout d'abord — comme l'enfant l'avait fait — le rêveur Drieu répondait à l'appel de la guerre. La guerre, en le délivrant d'un isolement réel qui lui pesait, lui procurait une solitude fictive qui, à son tour, le délivrait du réel. Car l'homme sans amour gagne le front dans cette « camaraderie de combat » qu'évoque Berl à propos de Drieu et que tout être sensible peut au début croire propice à la naissance de certains dévouements humains, si ce n'est d'amitié. A tout le moins, la guerre — et n'oublions pas que ce fut celle des tranchées — met en rapports, rapproche et confond. Dès lors, la solitude du rêveur civilisé, qui hausse elle-même ses propres murs d'angoisse devient celle du héros dans la promiscuité d'une vie au front, et donc choix et, pour qui le veut, ascèse. Un rêveur, si fort qu'il aime cette compagne, la solitude, ne doit en effet pas la ressentir comme une pauvreté mais bien comme une élection. Au milieu de l'indiscutable camaraderie du front, la réflexion silencieuse et non communiquée représentait sans doute cette élection et donnait toute sa vigueur à l'esprit de cet homme que P. Veit évoque comme un « contrebandier sur la frontière du rêve et de l'action ».

A la guerre, Drieu s'évadait aussi — et cela semble presque un truisme que de le dire — des sujétions matérielles que lui imposait l'existence quotidienne. Non que Drieu n'ait été un homme aimant dépenser et appréciant fort les facilités fournies par l'argent. Mais, s'il pense à la guerre, ce n'est pas sans nostalgie que, dans « La Comédie de Charleroi », il se décrit lui-même cerné dans « le monastère sans murs » des premières lignes. Tout seul, et pauvre comme tout combattant... « j'aimais ça, dit-il, je ne possédais rien... ». Et il ajoute, sans qu'on sache si, dans son esprit, il y eut relation de cause à effet. « Sans haine pour personne, j'aimais la France, les camarades, je ne détestais pas les Alle-

mands ». Et, sans doute, pour Drieu, démuni et irresponsable les conditions similaires de celles du collège dans lesquelles se trouve replacé qui dépend de la cantine et du vaguemestre, le replaçaient dans une sorte d'indifférence qui lui paraissait un état de grâce et lui permettait de nier toutes les petitesses auxquelles, homme trop faible, il n'échappait pas dans sa vie courante mais que, conscience scrupuleuse, il se reprochait.

En outre, et c'est P.-H. Simon qui l'a fait remarquer, Drieu avait péniblement ressenti combien le sentiment de sécurité avait tué chez ceux de la génération qui l'avait élevé « l'idée de grandeur et le souci même de la volupté ». Ainsi, en niant les barrières des relations normales et en redonnant par ce moyen son vrai sens à la solitude, en abolissant les menus soucis du quotidien, en acceptant même de tuer l'idée de sécurité afin de se garder plus vif et plus vigilant, le rêveur Drieu s'évade de ses limites et espère trouver un autre mode de vie et d'autres virtualités.

D'ailleurs, si Drieu trouva dans la guerre une excuse à l'évasion du rêveur, il y trouva aussi un aspect qui ne pouvait manquer de le délivrer d'autres scrupules ou d'autres indécisions : cet aspect de l'obligatoire, de l'indiscutable qui, pour lui plus que pour tout autre, fut celui de la guerre de sa jeunesse. En effet, non seulement il dut la faire parce qu'âgé de 20 ans, mais encore il a toujours été persuadé qu'il était prédestiné à la faire parce qu'elle est une inévitable approche de la mort et que pour lui, et selon ses propres termes (« Entre l'hiver et le printemps ») « il faut toujours se préparer au sacrifice et à la mort ». Drieu a donc été très sensible, à la fois le maudissant et à la fois l'appelant, à tout ce que la guerre présente d'inéluctable. Plus tard, et de façon plus inattendue car alors éloigné de la guerre, il écrira durant l'hiver de 34 à 35 une sorte d'anticipation sur une guerre future qui, dit-il, fera descendre aux enfers l'humanité tout entière mais qu'on ne pourra éviter puisque dit-il, revenant aux impressions de sa jeunesse : « Le culte de la mort est le plus vieux culte humain ».

Drieu La Rochelle rêva donc dans les tranchées du front : « Et le soir, quand l'ombre gagnait, alors nous nous enfermions dans notre linceul et dans notre tombe. La rêverie

reprenait son travail hivernant ». Mais, comme le rêve lui est aussi anticipation, il se surprend à dire, mûri par Charleroi et partant pour les Dardanelles : « Quand ce sera du passé, comme j'en jouirai ! »

A coup sûr, on méconnaîtrait Drieu La Rochelle si l'on ne retrouvait dans son rêve du temps de guerre que la fuite de la réalité. Car, si fréquemment qu'il ait ressenti le vertige de la mort, son rêve a constamment été une aspiration. Aspiration raisonnée car il songeait aux résultats de la guerre et l'on sait que l'un des projets de sa jeunesse d'étudiant avait été d'écrire une Thèse sur les possibilités qu'il y avait pour la France en 1871 de continuer la guerre. Mais aussi, aspiration vers ce qu'il estime les plus hautes valeurs. Cet amour du dépassement de soi-même, ce culte de l'héroïsme, il le conserva toute sa vie car c'est en effet en 1944, dans le journal « Révolution Nationale », qu'il écrit : « On n'est jamais victime quand on est héros ». Ainsi, indépendamment du grand rêve collectif, Drieu appelle dans ses songeries de guerre un perfectionnement de « sa » personnalité et de toute personnalité que la paix ne laissait pas apercevoir. Lui, le grand pessimiste et l'écrivain sans indulgence, avoue être ému par le spectacle surprenant que donnent ces hommes du front, privés de femmes, et aussitôt dépouillés de tout ce dont les entache la vie paisible qu'implique leur présence : « Une certaine cupidité, une certaine ruse ». Il rêve d'une nature humaine désintéressée puisque le front lui en présente quelques exemples et il rêve aussi du culte de l'amitié « plus sûre que l'amour ».

Ainsi, la guerre, qui brisait corps et esprits, amenait certaines âmes d'élite à des réflexions que la paix eut laissé inavouées ou inconscientes. Le Drieu léger ou le Drieu inconstant du temps de paix cherchait son âme dans le fracas des batailles ou auprès de ses camarades blessés et, la cherchant, il cherchait aussi à retrouver Dieu. Plus tard, en 39, à propos du mariage de Gilles dans la petite église d'un village normand, il fera cet aveu : « Le seul lieu émouvant que j'ai connu, hors la guerre ».

∴

Enfant et rêveur lorsqu'il partit, et préservant pour sa vie ces deux aspects de caractère, Drieu avait cependant mûri au cours des années de la première guerre. Mûri non seulement du fait de la guerre elle-même mais aussi de celui de la vie, et c'est en 1918 qu'il connut son premier grand amour. Cependant, l'appel de la guerre, plus fort que l'amour, proche de cette autre obsession de Drieu, celle de la mort, ne s'estompera pas pour autant. Certes, Drieu, penseur, s'essaiera plusieurs fois à justifier, soit du point de vue politique, soit du point de vue social, la guerre ou la défense contre la guerre. Mais, en un sens très profond, et puisque Drieu, on le sait, est entraîné à fuir la vie et à tourner sans cesse autour de la mort, Drieu adulte et dans la paix de l'entre-deux guerres continue son dialogue avec cette exception fascinante qu'est la guerre...

Là encore, et si vives qu'aient été les motivations intellectuelles et sentimentales de Drieu, on doit admettre que, si la guerre a continué à l'obséder, c'est d'abord par certains aspects négatifs qui rejoignaient cette ironie auto-destructrice toujours présente dans les œuvres de Drieu. La guerre apporte une singularité de destin et donc permet d'éviter le sort commun. Peut-être est-ce là le sens réel de la fin de « Gilles », lequel, à 40 ans, repart pour... une guerre qui, cette fois, est celle d'Espagne.

Mais surtout, le secret des idées de Drieu La Rochelle sur la guerre, c'est à propos de la vie de Gilles qu'il nous le révèle. A propos de ce lui-même imaginé et de ce lui-même réel, avec qui et pour qui Drieu cite trois des valeurs essentielles de la guerre : Valeur de hiérarchie c'est-à-dire d'ascension d'une élite qui peut alors donner le meilleur d'elle-même, — valeur d'accomplissement et d'espoir, — et enfin valeur de « frémissement spirituel ».

Entendons-nous bien sur le sens du mot hiérarchie qu'emploie Drieu, l'homme du siècle le moins féru d'égalité. Drieu a toujours cru à la valeur sociale d'une aristocratie de race et d'esprit, — d'un point de vue simplement humain, il a toujours exalté la différenciation entre les valeurs de virilité et celles de féminité, avec une très grande fierté de la qualité la plus virile : le courage, — et, en outre, individuellement,

il a considéré l'orgueil comme une valeur d'exigence envers soi-même et non comme un défaut.

Cette mise au point faite, on comprendra mieux ce que Drieu La Rochelle entendait lorsqu'il disait que la guerre confirmait la hiérarchie et l'aristocratie. Sans doute y a-t-il dans ce sens de la hiérarchie porté au crédit de la guerre un peu de vanité facile. Bernard Frank n'a pas manqué de rapporter à ce propos le mot prêté par Rousseau dans le dialogue de Saint-Preux et Milord Edouard : « Je sais mourir car je sais vivre » et, en ce sens, on pourrait appeler Drieu le dandy de la mort et de la guerre. Drieu a toujours eu le goût, très proche de ce dandysme, de la bravade (ainsi ne peut-on oublier le rattachement à Doriot en 1942) et, en quelque sorte, le suicide pourrait être considéré comme une ultime bravade. Cependant, lorsqu'il s'agit de la guerre, tout ce qu'il dit du commandement, et qui compte pour une si grande part dans l'appel qu'elle lui fait entendre, s'explique par des sentiments plus dépouillés de toute parade, et plus coordonnés. « J'entrais, nous dit-il, dans « La Comédie de Charleroi », dans le vif de la guerre, dans le vif de la société, la question du commandement ». En effet, c'est l'une des clefs de ce qu'il ressent à la fois en tant que membre d'une société et en tant qu'individu. Sans doute personnellement a-t-il l'orgueil du Chef : « Colonel ou soldat, nous dit-il, mais pas lieutenant de réserve ». C'est aussi parce qu'il a le sens de sa solidarité car je forme avec les hommes l' « Homme », et celui de sa responsabilité : « Il y a, précise-t-il, de bons et de mauvais chefs, qu'ils soient sortis du rang ou qu'ils aient de l'éducation ». Et tous ces passages où l'on trouve tant d'exigence envers soi-même comme envers les autres démentent une confession peut-être assez tendre mais au cynisme volontaire un peu trop étalé, et par laquelle Drieu-homme s'accuse vis-à-vis de Drieu-chef : « Ne faites pas trop ce que je fais... Et d'ailleurs, ce que je fais de mal, je le fais peu et je le fais bien. Et vous, ce que vous faites de mal, vous le faites trop et mal. Quand vous vous saoulez, c'est comme des cochons, et, moi, c'est comme un psychologue curieux de nouvelles déductions... »

La guerre avait donc une autre raison de l'appeler, celle de pouvoir l'aider à façonner sa personnalité puisque, homme

ou chef, il se voulait exact dans la hiérarchie de cet ordre guerrier. Peut-être le rêveur projetait-il devant son action l'image de lui qu'il voulait parfaite. Mais aussi le rêveur se trouvait, nolens volens, confronté avec cette virilité dont il avait le culte.

Que l'on entende ce terme de virilité dans un sens trop précis et trop restreint, et l'on peut admettre que la guerre a préservé Drieu de cette sorte d'aliénation que lui imposait le monde des femmes aimées. Ici nous nous approchons d'un Drieu très secret car cet « homme couvert de femmes » a connu deux divorces et de multiples échecs auprès des femmes. Or, dans « Blèche » qui est de 1928 mais qui représente seulement son second roman d'après-guerre, Drieu nous jette avec désinvolture : « Je suis trop viril pour m'attarder au gynécée... » Nous ne saurons jamais jusqu'à quel point Drieu, homme à multiples succès, mais aussi homme incapable d'aimer longtemps et peut-être incapable d'aimer réellement, ne ressentait pas l'éloignement imposé par la guerre, du moins l'éloignement de femmes qu'il eût pu aimer, comme un mal salutaire. La guerre, loin des femmes, c'était non seulement la paix sentimentale, mais aussi le prétexte voulu, le commandement attendu pourrait-on dire, pour des échappées auprès de professionnelles. On sait d'ailleurs que Drieu — fut-ce goût gardé de la guerre ou non ? — apprécia toute sa vie les aventures de cette sorte.

Cependant, que l'on redonne à ce beau vocable de virilité sa signification essentielle et intégrale, et l'on conviendra que la guerre peut apporter au combattant son secret le plus profond. Non seulement parce que la guerre — et la hiérarchie — est la domination des plus virils, mais aussi parce qu'elle donne le sens de l'effort et que, notamment pour Drieu une joie virile n'est pas seulement celle de commander mais aussi celle de plier, de rompre son esprit. Car Drieu, ayant connu la guerre, a recomposé l'appel qu'aurait pu entendre l'enfant ou le rêveur et l'a chargé de gravité. S'il pense à celui qui atteint l'homme, héros peut-être de demain, c'est comme à une réalité complète où se rejoignent les deux termes de l'antithèse : « Ce désir, dit-il, d'être un homme, debout, celui qui frappe et est frappé... »

Quoi d'étonnant dès lors à ce que cette complétude des valeurs de hiérarchie ait été ressentie non sans un certain romantisme par Drieu ? Qui de nous a oublié la splendide exaltation dont nous fait part « La Comédie de Charleroi » ? « Il n'y avait que moi dans cette plaine vide... » « J'ai su ce que veulent dire grâce et miracle. Il y a quelque chose d'humain dans ces mots. Ils veulent dire extravasement, extravagance, ivresse... » Ce n'est que bien plus tard, à propos du 6 février 1934, que Drieu, sortant de ce subjectivisme par le truchement de Gilles évoquera objectivement : « le couple divin revenu, la Peur et le Courage, qui préside à la guerre... »

Un autre cadeau sublime de la guerre, c'est l'espoir. Espoir parfois très précis lorsque Drieu évoque le patriotisme en affirmant que l'on ne peut vivre sur un sol sans être gagné par les esprits de ce sol et en ajoutant que c'est à la guerre mieux qu'en tout autre temps que l'on en prend conscience. Mais aussi, espoir plus vaste. Car les guerres portent avec elles l'idée d'ultime et l'on peut avec chacune d'entre elles imaginer qu'elle concluera, qu'elle achèvera une œuvre, qu'elle sera la douloureuse mais indiscutable solution.

Enfin et surtout, — et on y a déjà fait allusion à propos du Drieu rêveur et sensible aux impressions mystiques — la guerre est apparue à Drieu comme susceptible de restituer à ses contemporains trop gagnés par les préoccupations matérielles le sens des valeurs spirituelles. Drieu ne les dissocie pas, bien au contraire, de son culte de la force et ses héros seraient, comme ceux du Moyen-Age ceux qui savent que « l'héroïsme est une atmosphère mystique qui presse à l'infini la faculté de jouir et de pâtir par le corps, tout comme la sainteté ». Qu'il s'agisse du jeune mobilisé chargeant sa musette de vieux exemplaires de Nietzsche et de Pascal, ou que l'on se réfère au Drieu-Critique, croyant si passionnément à la spiritualité de la France qu'il l'excuse en disant « c'est d'hier seulement qu'elle songe à compter ses avantages matériels », c'est bien la même quête d'idéal que l'on retrouve au cours de toute sa vie.

Que l'on se reporte à la conception de la guerre que l'on avait soit au cours de celle de 1914-1918, soit après, et que l'on n'oublie pas qu'elle pouvait alors prendre le sens d'une

mission redonnant au monde des raisons de vie spirituelles. De telle sorte que les meilleurs esprits pouvaient associer l'idée de combattant et celle de sacrifice. Drieu n'y manque pas, lui qui restait très influencé par son éducation religieuse et l'on peut être sûr que cette pensée est sous-jacente lorsqu'il parle du Christ comme du « grand dieu blanc et viril », « celui qui a dû souffrir pour sauver ». Faut-il d'autre part supposer qu'il a conçu au front la dernière réplique de sa Charlotte Corday : « La mort ne peut être que le ciel » ?

On ne saurait l'affirmer car il est vrai que, revenu à la vie civile, Drieu La Rochelle bien souvent oublia et cet espoir et ce frémissement spirituel. Mais il serait injuste de dire que, les oubliant ou plutôt les négligeant, il n'en eut pas la nostalgie. C'est ainsi que l'on peut comprendre le sens de cette « Prière d'Hargeville » écrite en 1918 : « Guerre, espèce de solitude, tu m'as obsédé et tu me tiens. Il faut que je m'abandonne à toi, corps et biens. Tu as mis en moi une tendresse incurable, je ne saurais plus vivre hors de toi. Tu m'as pénétré d'un amour étrange. Me réveillerai-je de ce rêve mystique ? »

(A suivre)

Echec de l'art abstrait

II

S'il existe un parallélisme de structure entre des modulations et les consonances de la parole, qui sont à la base de toute prosodie, et celles de la phrase musicale qui originellement s'en inspire mais qui très vite conquiert son autonomie organique et expressive — illustrant le récitatif ou s'élaborant à partir d'une mélodie intérieure — il n'en va pas de même dans les transpositions du langage plastique, dans une représentation qui tire son efficacité esthétique de la convenance de l'image avec l'objet qu'elle signifie, sans qu'il y ait une possibilité d'inclure par voie de symbole **un objet esthétique** en un pur arrangement de signes et de couleurs privés de référence à **un objet réel.** L'élément musical qui préexiste à la parole articulée, la vocalise, était à son origine chargé de sens, tel le chant des oiseaux et le cri des bêtes. Ceci fonde la thèse séduisante du Père Jousse : **le langage mimique de la pensée,** inspirée et corroborée par les observations faites aux divers échelons des sociétés humaines primitives, de celles extrêmement suggestives, quoique mal élucidées se rapportant aux langages tambourinés et sifflés de certaines tribus africaines et mélanésiennes : langage résiduel capable de transcender divers idiomes... ou langage conventionnel d'une audience restreinte...

L'oralité est sans doute une gestualité qui n'aurait jamais perdu cette vertu initiale, et que s'efforcent de retrouver les poètes en dépit des dégradations successives que l'écriture a fait subir au langage. L'invention musicale plongeant ses racines dans ce tuf originel conserve et renforce cette expressivité première par ses apports harmoniques, grâce à la diversité des timbres, aux modulations mesurées et subtiles des instruments à percussion, à friction ou à vent qu'elle utilise. Il en est résulté cette donnée musicale thématique, qui à travers le folklore et toute la tradition musicographique est allée se développant, s'enrichissant, donnant naissance à des cadences, à des rythmes, à des figures ayant constitué avec le temps le répertoire le plus riche aussi bien par sa morphologie que par sa syntaxe.

Mais la musique n'existe que si elle s'exécute et si elle s'écoute. La musique écrite n'a elle-même qu'une réalité toute virtuelle, bien que, grâce aux moyens modernes d'enregistrement mécanique ou électronique, on puisse suppléer en la perpétuant à l'effort individuel ou collectif de lecture et d'interprétation qu'elle exige. Fixée par la notation musicale sur une partition muette et n'ayant de signification que dans l'esprit de celui qui est capable de la déchiffrer, au même titre qu'un texte littéraire, elle offre cependant, et aussi rigoureuse et précise que puisse être cette notation, une part à l'interprétation dans ses cadences, ses rythmes, la qualité des timbres instrumentaux, ces mille nuances qui pour une oreille exercée différencient chaque interprétation. L'enregistrement ne fixe qu'une de ces interprétations et encore est-il soumis dans ses restitutions aux qualités propres du matériel utilisé.

Il n'est rien de comparable dans le domaine de ce qu'il est convenu d'appeler par l'insuffisance de la terminologie **le langage plastique et pictural.** En fait il ne s'agit pas de langage, car ce moyen de communication qu'ont les hommes a un caractère d'immédiatité qui lui retire toute parenté et valable analogie avec le langage oral ou écrit, bien que dans son élaboration il soit aussi soumis au temps et à la successivité opérationnelle. Il n'empêche qu'une œuvre d'art, à partir du moment où elle est réalisée, comporte un caractère

statique, une valeur objective qui la rend immédiatement perceptible, valeur précise, invariable et ne pouvant être affectée d'aucun autre coefficient d'intelligibilité que celui résultant des facultés d'appréhension du spectateur. Une œuvre d'art prend ainsi figure de simple objet et si elle s'en différencie ce ne peut être qu'en fonction de son caractère de création humaine, la distinguant à nos yeux, bien ou mal exercés, des choses avec lesquelles elle pourrait se confondre (cette observation fixe des limites à l'imitation). D'ailleurs toute œuvre d'art comporte nécessairement une valeur seconde, matérielle, d'objet intégré dans un certain milieu, naturel ou élaboré par l'homme, par laquelle sa signification propre et particulière d'œuvre d'art s'efface en partie ou même s'abolit, faisant place à une signification qu'on pourrait qualifier d'accidentelle, car variant avec les circonstances et le milieu.

Très peu d'esthéticiens, du monde parmi les contemporains, se sont intéressés à cet aspect second de l'œuvre d'art, si ce n'est par nécessité les muséologues et les architectes, cherchant à intégrer une œuvre dans un ensemble didactique ou monumental. Et c'est fort dommage car cette optique seconde eût singulièrement éclairé leurs conceptions artistiques et orienté leur sens critique. Je crois avoir déjà établi la distinction capitale, qui permet de différencier une peinture de chevalet d'une œuvre décorative. Elles n'ont ni la même destination, ni la même optique, ni la même échelle. La peinture de chevalet, moyen d'expression s'adresse à l'esprit autant qu'aux yeux. Elle est un spectacle en soi, qu'il convient d'isoler de tout autre contexte et la juxtaposition de tableaux sur une cimaise n'est qu'un pis-aller et dans une certaine mesure un non-sens. Elle s'offre au regard en même temps qu'à la réflexion, au même titre que n'importe quel ouvrage de l'esprit : poème, sculpture, architecture... Elle invite celui qui la contemple à se laisser accaparer, pénétrer par elle. Elle l'invite aussi, mais subsidiairement, à l'analyse. Après avoir déclenché dans l'âme du spectateur une émotion, elle l'engage par retour à réfléchir sur cet état émotionnel, à en rechercher les déterminants, à en démonter le mécanisme secret. Et c'est dans cet effort d'analyse, d'exégèse que se situe cette participation du spectateur à l'acte créa-

teur, trouvant ainsi son plus parfait aboutissement, que se vérifie l'axiome prêté à l'Urbinate : « **Comprendre c'est égaler** ». Une œuvre d'art, outre ses vertus premières qui consistent à provoquer l'adhésion en captant l'attention, exerce son plein effet, qui est d'opérer à travers l'œuvre une communion d'esprit entre l'amateur et l'artiste ; c'est à partir de ce moment et de ce moment seul qu'elle prend valeur de langage dans un dialogue dont les échanges et les résonances n'ont d'autres limites que sa propre richesse. Sur ce plan le contenu d'un chef-d'œuvre se révèle inépuisable.

Lorsqu'une œuvre d'art — cette qualification n'étant retenue que pour des nécessités dialectiques — n'a d'autres fins que décoratives, qu'elle n'est plus qu'une partie dans un tout, subordonnée à une vision d'ensemble par laquelle se manifeste l'idée de création et sa possible efficacité, elle n'est plus, à vrai dire, qu'une œuvre artisanale, un simple objet d'art dont la qualité n'est appréciable qu'en fonction de sa dépendance et qui ne saurait motiver aucune concentration spirituelle, être le support d'aucune méditation. Elle ne peut apporter au spectateur qu'un plaisir visuel de contact. Elle n'a et ne peut avoir d'autre effet que de le mettre dans une certaine ambiance favorable à l'émotion esthétique (d'où l'importance du cadre d'existence), cette émotion que seul pourra déclencher le spectacle total dont elle est un des moyens d'approche ou un des éléments constitutifs mais qu'elle ne saurait à elle seule constituer. L'objet d'art — la chose façonnée avec art — contribue au décor de la vie mais n'exprime pas la vie, à laquelle l'œuvre d'art participe de la manière la plus intime. Il y a sur ce plan de singulières méprises et elles affectent la plupart des œuvres d'artistes contemporains prenant leurs acheminements pour des aboutissements, de simples exercices de style pour des créations, la partie pour le tout, l'intention pour l'acte. Une syllabe ne signifie rien, un mot n'a de valeur effective que s'il s'articule dans une proposition et la phrase elle-même, hors de son contexte, n'a le plus souvent qu'une signification abstraite ou restreinte. Le nez de Cléopâtre, pour bien dessiné qu'il fût, n'aurait déterminé aucune passion, privé de son visage et s'il n'avait pas été l'attribut d'un corps charmant habité par une âme impérieuse.

Aux grandes époques classiques, qui bénéficièrent d'un style de vie original et homogène, il fut sans doute difficile d'opérer cette distinction entre l'œuvre d'art et l'objet d'art, tant apparaissaient intimes la coexistence, la subordination des éléments d'un tout, lequel constituait ce vaste opéra de l'existence, où l'art était partout et pour ainsi dire nulle part, l'homme en perpétuelle représentation devant lui-même et aux regards de ses semblables. Les vestiges des œuvres du passé, dans le cadre morne et incohérent de nos cités actuelles, témoignent éloquemment de cette rupture de tradition spirituelle. Cependant si cette discrimination était difficile à opérer pour les hommes d'autrefois, au point que leur terminologie ne nous livre à cet égard que des références assez succinctes, avec le recul du temps et à nous en tenir aux témoignages de ces civilisations révolues, nous ne saurions entretenir aucune illusion sur notre état de décadence profonde.

Il est de mode aujourd'hui de prétendre effacer les distinctions entre arts majeurs et arts mineurs. Querelle du même ordre que celle soulevée par les habitants de la **Loire-Inférieure**, qui voulurent appartenir à la **Loire-Atlantique**, confondant position géographique et infériorité d'état. Si, en effet, la notion d'art ne saurait être exclue, tant son domaine est extensif, des objets qui sont œuvres de la main beaucoup plus que créations de l'esprit, il n'en reste pas moins qu'une ligne de démarcation extrêmement nette sépare les unes des autres, sans que soient retirées aux unes ou aux autres les qualifications qui permettent de les distinguer. Il est des chefs-d'œuvre artisanaux, il est des œuvres d'art médiocres ou inabouties. Mais pas plus qu'on ne saurait confondre le « **Concerto en sol majeur** » de Beethoven avec une mélodie populaire, on ne saurait mettre sur le même plan le « **Gilles** » de Watteau et un canapé Louis XV, fût-il estampillé par Cresson.

Trois expériences significatives

Ces remarques faites — et elles pourraient être poursuivies, car sans épuiser le sujet elles ne sont que très rarement formulées par nos esthéticiens, soit qu'ils s'emploient à la

critique des œuvres contemporaines, soit qu'ils cherchent à élucider les principes mêmes de leur esthétique, il semble même qu'ils s'efforcent, et comme à plaisir, d'accroître la confusion aussi bien dans la terminologie dont ils usent et abusent que dans le choix de leurs critères —, il convient de revenir à une certaine actualité. Elle nous a été offerte par trois manifestations de caractère officiel. Toutes les trois nous furent proposées comme exemplaires, conformes à l'orientation donnée par notre Ministère des affaires culturelles qui, avec un éclectisme assez inquiétant, s'efforce de mener de front d'utiles campagnes de sauvegarde du patrimoine monumental et artistique français et la promotion d'un certain art contemporain et cosmopolite, dans ses manifestations les plus extravagantes. Jusqu'ici, et mise à part la célébration scandaleuse du 80e anniversaire du peintre espagnol, Pablo Picasso, mobilisant trois des plus importants musées parisiens, y concentrant les feux publicitaires de la Radiotélévision nationale, deux ou trois rétrospectives moins contestables ayant pour cadre les salles mêmes du Louvre, la France officielle avait paru prendre quelques précautions dans ses tentatives d'**aggiornamento** culturel, laissant à l'initiative de « **L'Union des arts décoratifs** », présidée par M. Claudius Petit, assisté de M. François Mathey, l'organisation au Pavillon de Marsan, des manifestations les plus saugrenues ou les plus bouffonnes.

Mais il semble qu'avec la **Rétrospective Hans Hartung au Musée d'Art moderne** — qui avait d'ailleurs été prévue pour l'été dernier et que « la chienlit » des journées de mai obligea à reporter au début de cette année — avec la **Rétrospective Mondrian,** celle-ci organisée au Musée de l'Orangerie, annexe du Musée du Louvre, l'on soit délibérément entré dans une ère nouvelle, celle, où bien loin de prendre quelque retard par rapport à l'événement, nos organismes d'Etat se mettent en mesure d'en prévenir les plus improbables échéances.

La **Rétrospective Mondrian** au Musée de l'Orangerie est une inconvenance et une provocation : une inconvenance dans la mesure même où ce musée ne dispose pas de crédits lui permettant d'inscrire au programme de ses expositions tem-

poraires, puisque telle est sa destination, une rétrospective « **Renoir** » afin de célébrer, comme il conviendrait, le Cinquantenaire d'un grand artiste français et, par contraste, une provocation. Quels sont les titres de Pieter Cornelis Mondrian à une telle commémoration, celle de sa mort aux Etats-Unis, il y a vingt-cinq ans, en dehors de ceux invoqués par son hagiographe, catalographe et préfacier, l'inénarrable Michel Seuphor (Orpheus pour les initiés), auteur d'un **Bottin des arts abstraits**, auquel ne fait défaut qu'avec sa mise à jour annuelle la publication d'un Prix-courant ?

Je n'ai fait qu'entrevoir, en 1937, à Montparnasse, la silhouette de ce personnage qu'était Mondrian, falot, ratiocineur, probablement impuissant, appliqué à l'établissement de mauvaises épures, ignorant jusqu'à la technique élémentaire de son métier de peintre, ce dont témoignent ses toiles aux blancs pulvérulents. Fils d'un pédagogue hollandais, tenté très tôt par la peinture, pour laquelle il n'avait aucune disposition naturelle — il y a une absence de regard comme il y a une absence d'oreille — ses premières œuvres sont consternantes et ce fut la première révélation que j'en eus, lors d'une visite au Gementmuseum de La Haye, il y a quelque vingt ans, ce musée aux lambris de céramique chocolat, qui ressemble à un immense chalet de nécessité. N'ayant jamais rencontré, et pour cause, la courtisane vénitienne qui l'eût invité, comme Jean-Jacques, « **à laisser la donzelle pour étudier la mathématique** », intelligent, sinon sensible, il chercha à sa manière l'évasion, prenant ses raisonnements pour des réalités. Ses passages à l'abstraction avec le thème de l'arbre, qui perd ses oiseaux et ses feuilles avant de perdre ses branches, pour n'être bientôt plus qu'un jeu arbitraire de lignes et de courbes en quelque ordre assemblé — tarte à la crème de ses commentateurs — ont fourni aux collaborateurs de **Match** et de quelques autres magazines, qui s'efforcent de donner de l'esprit à nos contemporains, l'occasion de publier quelques âneries supplémentaires. Quant aux points d'exclamation de Michel Seuphor, devant ces parallélogrammes inégaux, auxquels se résument les conquêtes du néo-platicisme en peinture, et qui auraient préfiguré l'ordonnance des mornes « buildings » de la nouvelle gare Montparnasse, monument, ainsi élevé à la gloire de celui qui en serait le génial

promoteur !... je ferai simplement observer à leur non moins génial exégète qu'un carré ne peut ressembler qu'à un autre carré, autant qu'un gendarme à un autre gendarme. Tout le reste n'est que littérature et mauvaise littérature, autant celle signée Michel Seuphor que celle signée Michel Butor, tous ces Michel en or n'étant que des archanges des ténèbres, bien qu'ils aient réussi quelquefois à dire avec une apparence de clarté des choses très obscures et sans aucune espèce d'intérêt.

J'en viens à Hans Hartung, génie de la parenthèse et de la virgule. Au temps où les dortoirs de collège, qui ont peuplé de mauvais rêves mes nuits d'interne, ne disposaient de lieux d'aisance qu'avec sièges à la turque, ainsi que les chambrées de caserne, je ne me doutais pas que se projetait sur leurs murs blanchis à la chaux la vision d'un art futur. Quelques jours après le vernissage de l'Exposition du Musée d'Art moderne, ayant choisi les heures de solitude des galeries de l'avenue du Président-Wilson pour y mieux réfléchir à mon aise, je rencontrais le peintre venu faire les honneurs de sa rétrospective à quelques initiés, je l'aurais volontiers abordé afin de lui poser cette simple question qui m'obsédait : **« Pourriez-vous me donner votre définition du tableau de chevalet ? »** C'est la question qui m'a, en effet, poursuivi tout au long des cimaises, devant ces témoignages de virtuosité gratuite, tels que s'ils n'eussent été montés sur châssis, présentés isolément, soigneusement numérotés et référencés, on aurait pu prendre toutes ces projections de couleurs à l'aérographe, toutes ces zébrures au grattoir sur des surfaces indistinctes pour les essais incohérents d'un peintre en bâtiment s'essayant dans le faux marbre ou le faux bois.

Mais, si je suis irrespectueux des pouvoirs établis et des réputations acquises, je ne suis pas cruel et je respecte l'homme qui ayant dû quitter sa patrie d'origine en raison de ses appartenances raciales et de ses convictions, s'est courageusement engagé et battu dans notre Légion étrangère y laissant une de ses jambes. On peut être un homme courageux, un excellent citoyen et un mauvais peintre, tout en abandonnant à d'autres le soin de cumuler l'absence de talent avec l'absence d'honneur. Je dois dire que si au départ Hans

Hartung, à la différence d'un Mondrian, manifestait, par quelques rares dessins et peintures figurant à sa rétrospective, un certain sens graphique et plastique il en a, pour des raisons qu'il serait difficile d'exposer ici, très mal usé par la suite, s'abandonnant à une virtuosité sans objet. J'ai, durant mon adolescence, pratiqué l'athlétisme, disputé des courses de demi-fond ; j'appris très vite que pour rester en souffle il convenait de partir à une allure modérée et d'accélérer progressivement afin de pouvoir terminer vite et fort.

Respectant l'ordre chronologique, avec celui des préséances, j'en arrive enfin aux canulars du Pavillon de Marsan, à la célébration par le tandem « Claudius Petit-François Mathey » d'Yves Klein, ce génie précoce, qui nous fut enlevé par une crise cardiaque à l'âge de 34 ans ; **explevit in brevis tempora multa.** Ceinture noire de judo étant allé chercher l'initiation jusqu'au Japon, garçon charmant et rempli d'idées brèves, pour lequel un départ foudroyant dans l'existence par le tour de chant ne s'offrait pas encore (cette grande industrie française n'ayant pas alors élaboré pleinement ses techniques publicitaires et de distribution), le jeune Yves Klein, obsédé par le désir de la notoriété et l'ambition de la gloire, crut trouver dans la peinture son chemin de Damas. Mais il n'y rencontra que le génie de la provocation, sous le signe de Salvador Dali et de Georges Mathieu. Il eut cependant le mérite de l'économie des moyens et, de sacrifices en sacrifices, réussit la proposition du **néant**. Il fallait y penser. Mais ces affrontements avec l'absolu sont terriblement dangereux, le cœur d'un jeune homme vigoureux et bien doué y résiste mal.

F.-H. LEM

N. B. — Pour ceux qui voudraient en savoir davantage sur les propositions **des grands classiques... de l'art abstrait,** je les engage à lire, dans les traductions françaises qui en ont été faites : de Kandinsky - « **Du spirituel dans l'art** » - « **Point, Ligne, Surface** », aux Edit. de Beaune, Paris 1954-1963 ; de Mondrian - « **Réalité naturelle et réalité abstraite** »,

in « **Piet Mondrian sa vie et son œuvre** » par M. Seuphor, Flammarion, édit. 1956 - « **Le néo-plasticisme** », Léonce Rosenberg, édit. Paris 1920. — Quant aux divers essais sur l'art de K. Malevitch, notamment « **Le monde sans objet** » (Die Gegenstandslose welt), publiés en russe ou en allemand il n'en existe pas, à ma connaissance, de traduction française ; ils ont été réunis en 2 vol. dans une traduction anglaise : « **Essays on art** » parus chez Borgen Vorlag à Copenhague.

Lettre à Jean-Jacques Rousseau

I

Le peuple français et en même temps ses alliés ont subi à l'occasion des événements de mai 1968 des dommages matériels qui ne sont pas le pire dans ce qui est arrivé. Paris a donné un exemple d'après lequel on est obligé de constater que dans l'un des Etats les plus civilisés et les plus cultivés de l'Occident on a pu, à peu près sans aucune sanction, faire des destructions de cette sorte sans qu'on ait à répondre des dégâts qui ont été commis ainsi. C'est là un crime à la fois contre le peuple français et contre toute l'humanité et il nous concerne tous. La comparaison avec la Révolution française et la prétention effrontée de voir dans les événements du mois de mai la suite de cette révolution constitue un outrage injustifiée car votre révolution, cher Jean-Jacques Rousseau, dans la mesure où elle n'a pas été plus tard falsifiée par d'autres, comportait au milieu de graves erreurs une aspiration certaine vers l'idéal et à travers celle-ci un effort constructif vers une cité qu'on croyait meilleure, elle n'était pas en tout cas une entreprise de destruction et d'anéantissement de toutes les valeurs morales. Elle était une révolution, c'est-à-dire l'apparition de quelque chose de nouveau, tandis que l'esprit de mai est exactement le contraire, la proclamation d'une anarchie qui ne mène nulle part.

Vous avez, cher Jean-Jacques Rousseau, dans le 11e chapitre de votre **Contrat Social**, écrit ces mots « l'état (s'il n'est pas fondé sur le respect des grandes lois naturelles) ne cessera de s'agiter jusqu'à ce qu'il soit détruit ou changé et que l'invincible nature ait repris son empire. » Les événements de Paris au mois de mai 1968 n'ont nullement proclamé un retour à la nature des choses et au bon sens, ils ont été, au contraire, le triomphe de tout ce qui est antinaturel, le triomphe de tout ce qui s'oppose au sens de la responsabilité qu'il devrait y avoir en tout homme.

Lorsque Napoléon se trouva un jour devant votre tombe, il s'écria : « Il aurait mieux valu que cet homme n'eut jamais vécu. C'est à cause de lui qu'il y a eu la Terreur », et l'un des assistants répondit à l'empereur qu'il ne devrait pas oublier que s'il n'y avait pas eu la Révolution, il n'y aurait pas eu non plus l'Empire. Cher Jean-Jacques Rousseau, l'admirateur de Napoléon que je suis ne peut s'empêcher de vous faire savoir que peu après le 18 Brumaire celui-ci déclara : « Ce serait une sottise et une mauvaise action que de vouloir anéantir les résultats de la Révolution ». Et plus tard à Sainte-Hélène il disait encore : « On fait beaucoup de considérations métaphysiques sur le 18 Brumaire on se demandera encore longtemps si nous avons violé la loi ou si nous avons commis un crime ». Ce sont là des discussions abstraites qui n'ont de place que dans les livres ou les discours mais celui à qui la nécessité met le poignard sur la gorge ne raisonne pas ainsi. C'est comme si l'on reprochait à un matelot qui a abattu le grand mât d'avoir endommagé le navire. Ceux qui ont joué un rôle dans ces événements dramatiques peuvent répondre à leurs accusateurs ce que répondirent les anciens Romains : notre justification c'est que nous avons sauvé la patrie, permettez-nous d'en remercier les dieux. » Au contraire, une insurrection qui n'apporte aucun ordre nouveau, aucun ordre destiné à satisfaire non pas une minorité mais la nation tout entière, un tel soulèvement n'est pas seulement sans justification mais il devient un crime.

Tout Etat qui permet qu'on commette un tel crime et qui n'y oppose pas les mesures les plus énergiques porte la responsabilité de la répétition de tentatives criminelles analo-

gues non seulement dans son propre pays mais dans les Etats voisins.

Il n'y a pas longtemps que j'ai lu dans un journal édité à l'intention de ses écoliers par un des plus célèbres lycées d'Allemagne cette phrase citée avec éloge que l'insurrection était le premier devoir du citoyen. Celui qui a émis une pensée aussi stupide et aussi contraire à l'intérêt même du peuple tout entier devrait au moins, selon mon opinion, être sur-le-champ cloué au pilori au nom du peuple car cette pensée entraîne avec elle le développement illimité de l'anarchie.

Nous avons vu dans la République Fédérale (au contraire de ce qui se passe dans les parties annexées du centre et de l'Est de l'Allemagne) se produire à diverses reprises des émeutes d'étudiants. Elles représentent aussi peu les intérêts syndicaux des étudiants que les mêmes événements qui se passent en France, en Espagne, en Autriche, etc. Ce que ces hordes de jeunes bourgeois ont montré par leur attitude est exactement le contraire de l'attitude constructive et courageuse avec laquelle depuis des mois la jeunesse tchèque s'oppose à l'armée d'occupation communiste.

Partout dans ces événements les intérêts propres des étudiants, les dispositions législatives qu'ils demandent sur le plan militaire ou judiciaire, les tarifs spéciaux de chemins de fer et autres revendications n'ont été que des prétextes. L'attitude la plus sotte qu'on puisse imaginer serait de prendre ces prétextes au sérieux et de se prêter à des explications ou à des discussions avec ces professionnels de l'agitation qui cherchent à mener à travers le pays des campagnes « d'explication » et qui nous demandent de faire un effort pour « comprendre » les jeunes. Celui qui veut montrer de la compréhension pour la jeunesse en Allemagne ou en France, celui-là a pour devoir de le déclarer publiquement sans ambiguïté qu'il refuse de confondre la jeunesse allemande ou la jeunesse française avec ces hordes de professionnels de l'agitation avec lesquelles elle n'a rien de commun.

On a bien voulu nous apprendre qu'il existe un grand nombre de promoteurs de la révolution permanente qui ont quitté l'Allemagne et d'autres pays d'Europe pour aller à Cuba se former dans un centre d'instruction de la révolution per-

manente. La conséquence de cette situation est claire. Elle annonce la continuation de ces pratiques à un degré toujours plus intense sur le plan international, elle implique une planification de la politique de dissolution qui est appliquée dans nos différentes nations.

La soi-disant lutte des races aux U.S.A. prend place finalement dans les cadres de ce projet universel. Vous attendiez-vous, cher Jean-Jacques Rousseau, à voir l'idéaliste Amérique de votre temps devenue ce qu'elle est aujourd'hui : la plus grande puissance du monde et en même temps l'état dans lequel la sécurité intérieure est la plus troublée, bouleversée constamment et de plus en plus par des émeutes incessantes.

Il n'est même plus question dans toutes ces affaires de l'égalité des droits pour les races de couleur. Ce qu'on revendique maintenant, c'est leur suprématie, ce qu'elles veulent établir c'est leur tyrannie sur le reste de l'humanité. Et même cette expression générale est impropre car la grande majorité de beaucoup des Noirs ne participe que d'une manière très limitée à cette entreprise. Il s'agit en fait d'établir sur le monde la tyrannie d'organisations secrètes qui imposent la terreur.

Au moyen des Noirs et des revendications des Noirs qui sont parfois justifiées, ce sont les anarchistes qui veulent arriver au pouvoir. Nous avons fort bien compris qu'entre ceux qui mènent la pseudo-révolution en Europe et qui sont formés à Cuba et ceux qui mènent la guerre de races aux Etats-Unis, il existe non seulement un accord complet mais encore très probablement des liaisons constantes.

Lénine avait dit, le capitalisme est un stade inévitable avant le communisme. Mais il a oublié de dire que, avant de mener au communisme, le capitalisme mène d'abord à l'anarchie afin que dans cette phase d'anarchie le communisme apparaisse par tous ceux qui veulent l'ordre et qui ne veulent pas du capitalisme comme la solution raisonnable.

C'est pourquoi il est peu douteux que sans le savoir des révolutionnaires amateurs qui croient travailler pour l'anarchie travaillent en réalité pour l'instauration du communisme.

Les communistes sont bien entendu assez intelligents pour ne jamais se laisser confondre avec des anarchistes. Le Parti

Communiste français a pris soin de se tenir à l'écart ostensiblement des émeutes de mai. A cette occasion il fit même savoir que le drapeau du Parti Communiste en France n'était pas le drapeau rouge mais le drapeau tricolore de la nation. Leur dessein, tel qu'il a toujours été, est de vouloir apparaître comme les réalisateurs socialistes de la grande révolution du XX^e^ siècle. Et comment pourrait-on présenter l'U.R.S.S. comme le modèle d'une nouvelle civilisation bâtie dans l'ordre et le sérieux si ceux qui se réclament d'elle dans les autres pays apparaissaient comme des destructeurs et des vandales ?

∴

Qu'a-t-on fait, cher Jean-Jacques Rousseau, de l'idéal révolutionnaire auquel vous aviez attaché votre nom dans les grands pays d'Occident ? Des républiques ? Oui, des républiques où règne le socialisme ? non. On les appelle des républiques « démocratiques », nom que se donnent également en Allemagne l'extrême-droite et l'extrême-gauche et probablement avec le même droit car aucun ne peut prouver à l'autre que ce titre ne lui convient pas. Ce qui est démocratique, personne ne le sait probablement car on présente de ce mot des définitions qui ne sont pas seulement très différentes mais qui sont même complètement contradictoires. On ne sait si cette confusion est un argument contre la démocratie en elle-même ou simplement ceux qui abusent du nom de démocratie ?

Comme les démocrates prétendent que tous les hommes sont égaux entre eux, toutes les démocraties devraient certainement avoir du même coup le même visage, ce qui n'est absolument pas le cas.

Vous avez, cher Jean-Jacques Rousseau, décrit ainsi la ferveur démocratique au chapitre 15 de votre troisième livre du **Contrat Social** : « Sitôt que le service public cesse d'être la principale affaire des citoyens et qu'ils aiment mieux servir de leurs bourses que de leur personne, l'état est déjà près de sa ruine. Faut-il marcher au combat, ils paient des troupes et restent chez eux ; faut-il aller au Conseil, ils nom-

ment des députés et restent chez eux. A force de paresse et d'argent ils ont enfin des soldats pour asservir la patrie et des représentants pour la vendre ».

Quant aux sentiments que vous avez, cher Jean-Jacques Rousseau, à l'égard des grandes démocraties « modernes », il n'est pas difficile de les deviner quand on se rapporte à un autre jugement que vous émettez au même endroit. Donnez de l'argent, dites-vous, et bientôt vous aurez des fers. « Ce mot de **finance** est un mot d'esclave ; il est inconnu dans la Cité. Dans un pays vraiment libre, les citoyens font tout avec leurs bras et rien avec de l'argent ; loin de payer pour s'exempter de leurs devoirs, ils paient pour les remplir eux-mêmes ». Et plus loin encore : « Sitôt que quelqu'un dit des affaires de l'état : **que m'importe ?** on doit compter que l'état est perdu ». C'est votre manière à vous, cher Jean-Jacques Rousseau, de nous dire : « Vous peuples du XX^e^ siècle, vous n'avez plus d'esclaves mais vous êtes devenus esclaves. Vous payez par la liberté la liberté de ceux que vous avez cru affranchir. Il n'y a pas de quoi être si fiers d'un pareil avantage : j'y vois plutôt de la lâcheté que de l'humanité ».

*
* *

Est-ce cela que vous vouliez ? On se réfère constamment aujourd'hui, cher Jean-Jacques Rousseau, à votre œuvre. Mais auriez-vous cru qu'on arriverait à la déformer d'une façon aussi totale ? Ceux qu'on voit aujourd'hui abuser de votre nom et de votre esprit sont précisément des gens qui n'ont ni esprit qui les inspire ni nom qu'on puisse leur donner. Les vues généreuses et fortes que la Révolution française avait déjà détournées et en grande partie falsifiées qui constituaient l'essentiel de l'idéal qu'elles représentaient ne sont plus aujourd'hui qu'un alibi pour tous les crimes et toutes les sottises qu'on commet dans le camp qui se dit abusivement socialiste et aussi abusivement démocratique tant on s'est éloigné des perspectives qui étaient celles que vous mettiez véritablement sous le nom de démocratie et qu'on peut mettre sous le nom de socialisme.

Vous aviez tout prévu pourtant de la falsification qui at-

tendait votre œuvre. Vous l'avez dit vous-même. Au chapitre 12 du deuxième livre du **Contrat Social**, vous écrivez : « Les âmes basses ne croient point aux grands hommes. De vils esclaves sourient d'un air moqueur au nom de liberté ». Cette falsification du mot de liberté est une des plaies de l'époque moderne en effet. Ailleurs vous dites encore au chapitre 9 du même livre : « Toutes choses d'ailleurs égales, le gouvernement sous lequel sans moyens étrangers, sans naturalisation, sans colonies les citoyens peuplent et multiplient davantage est infailliblement le meilleur. Celui sous lequel un peuple diminue et dépérit est le pire ». N'est-ce pas aujourd'hui une des échéances qui s'abattent sur les peuples qui sont si fiers du niveau élevé de la civilisation occidentale, qui acceptent allégrement sous le nom de « progrès » une vie qui, dans son principe même, est contraire à la santé, à la vigueur intellectuelle et au développement sain de la personnalité et qui les précipite « de plus en plus » dans le gouffre de ce qu'ils appellent la vie des masses ? Les principes et l'esprit de la civilisation moderne condamnent les peuples d'Occident à limiter leur population et à se prélasser dans la prospérité. Pendant ce temps-là les peuples révolutionnaires d'Asie et d'Afrique ont une population qui croit constamment et font preuve d'une santé, d'une vigueur morale dans leur lutte, d'une volonté et d'un esprit de sacrifice auxquels nous ne montrons rien de comparable en Occident.

L'illusion marxiste et l'internationalisme ont regendré en revanche cet impérialisme qui donnent à certains peuples un pouvoir démesuré. Les grandes nations se mêlent aujourd'hui sans gêne des affaires des autres nations plus faibles qu'elles. On a même inventé des organisations mondiales qui prétendent jouer le rôle d'une police internationale. Bel exemple de la liberté que nous promettent les démocraties.

C'est vous-même, cher Jean-Jacques Rousseau, qui dans le deuxième livre de votre **Emile** avez admirablement défini les dangers qui menacent cette civilisation qui ne peut se développer qu'en ignorant toutes les lois naturelles : « L'ange rebelle qui méconnut sa nature était plus faible que l'heureux mortel qui vit en paix selon la sienne. L'homme est très fort quand il se contente d'être ce qu'il est ; il est très

faible quand il veut s'élever au-dessus de l'humanité. N'allez donc pas vous figurer qu'en étendant vos facultés vous étendez vos forces ; vous les diminuez au contraire si votre orgueil s'étend plus qu'elles. Mesurons le rayon de notre sphère et restons au centre comme l'insecte au milieu de sa toile ; nous nous suffirons toujours à nous-mêmes et nous n'aurons point à nous plaindre de notre faiblesse car nous ne la sentirons jamais. Tous les animaux ont exactement les facultés nécessaires pour se conserver, l'homme seul en a de superflues. N'est-il pas bien étrange que ce superflu soit l'instrument de sa misère ? » Peut-être devrions-nous nous résigner, cher Jean-Jacques Rousseau, en tant qu'hommes d'Occident, à constater la fin de notre ère et à transmettre aux peuples d'Asie le flambeau de l'avenir ? Ce ne serait pas la première fois dans la longue histoire des hommes que les cultures qui ont sombré dans le matérialisme sont condamnées à la disparition. Ce serait peut-être là une revanche de tous les hommes de génie qui ont voulu conduire nos peuples vers un idéal de foi et de discipline, d'amour et de fidélité. Et ce serait le châtiment de tous ces mercenaires du profit, de tous ces marchands d'hommes et d'armes, de tous ces hypocrites de nos milieux intellectuels qui falsifient les notions sacrées de dieu et d'idéal pour faire de nous des esclaves.

Mais malheureusement cette transmission n'est pas possible. Car ce que l'Occident a transmis aux peuples d'Asie et d'Afrique par l'intermédiaire de ses missionnaires du commerce, de la foi et de la politique, ce n'est pas la pensée généreuse qui avait guidé votre esprit et qui, jusqu'à un certain point, a inspiré l'idéal de la Révolution française, mais au contraire les poisons que des faussaires ont fabriqués à sa place avec lesquels ils ont réalisé de fructueuses opérations.

Que savent aujourd'hui les masses de grands peuples d'Occident et également ceux d'Asie ou d'Afrique de l'enseignement que vous avez apporté au monde ? Que pensez-vous que les présidents des républiques, les monarques, les ministres, les députés de ces pays-là aient retenu de votre œuvre si on les interrogeait sur elle ? Probablement à peu près rien. Les soi-disant socialistes, les soi-disant démocrates et avant tout les socio-démocrates de l'Occident quand ils

pensent à votre œuvre et à la révolution française, ce qu'ils mettent sous ces mots en réalité c'est la pensée de Karl Marx.

Quand nous comparons la vie de Karl Marx avec la vôtre, cher Jean-Jacques Rousseau, ce que j'ai souvent fait parce que vous êtes tous les deux à des titres divers des hommes très représentatifs pour toute l'humanité, alors on s'aperçoit parfaitement que Marx ne pouvait faire autre chose étant lui fils d'un rabbin de Trèves que donner un tout autre sens à cette notion de révolution telle que vous l'aviez conçue, vous, fils d'une famille de la petite bourgeoisie de Genève.

Il suffit que je vous rappelle ici la phrase par laquelle commence votre roman **Emile**. J'ai l'impression qu'en l'écrivant vous aviez pour ainsi dire le pressentiment de l'apparition de Karl Marx, vous sentiez qu'il ne pouvait ni vous continuer ni vous comprendre. Il était né pour détruire votre œuvre, pour en tirer des conséquences qui sont le contraire même de vos principes : « Tout est bien, écriviez-vous, dans cette première page de l'**Emile**, tout est bien sortant des mains de l'auteur des choses, tout dégénère entre les mains de l'homme. lI force une terre à nourrir les productions d'une autre, un arbre à porter les fruits d'un autre ; il confond les climats, les éléments ; il mutile son chien, son cheval, son esclave ; il bouleverse tout, il défigure tout, il aime la diformité, les monstres ; il ne veut rien tel que l'a fait la nature pas même l'homme ; il le faut dresser pour lui comme un cheval de manège ; il le faut contourner à sa mode comme un arbre de son jardin ».

Frédéric II n'avait rien compris à votre pensée quand il vous appelait spirituellement « le Diogène du XVIII^e^ siècle ». En réalité, ce que vous vouliez, c'était une vie simple, conforme à la nature et sur ce point la pensée de Karl Marx est exactement le contraire de la vôtre.

Pour Marx, le prolétariat seul existe. Il était prêt à lui sacrifier la bourgeoisie, à l'anéantir. Il n'en a fait aucun mystère. L'homme qui niait Dieu et l'idéal est exactement votre antipode. Et quelle idée étrange, quel paradoxe que d'en faire l'héritier de la Révolution française que vous aviez inspirée. Mais qui est capable aujourd'hui de voir cet abîme, qui est capable d'en tirer les conséquences ?

Qui a osé combattre depuis cent ans pour la défense de Dieu et de l'idéal ? Ceux qui s'y sont engagés et qui ont eu le courage d'engager cette lutte sont aujourd'hui regardés comme des criminels. Ils forment une armée invisible de centaines de milliers d'hommes qui depuis des années vivent dans les Catacombes parce qu'ils ont eu une foi et un idéal.

Vous vous souvenez probablement de cette réunion des Roses Croix, cher Jean-Jacques Rousseau, où vous assistiez et où vous avez eu une vive discussion pour la première fois avec Joseph Fouché. Celui qui devait devenir plus tard le ministre de la police soutenait l'opinion que le bonheur universel ne peut être atteint que par le progrès, la raison et la science. Il fit devant vous une longue conférence pour insinuer que l'idéal révolutionnaire ne pouvait avancer dans le monde que s'il proclamait le matérialisme. Vous souvenez-vous alors de la réponse que lui fit Maximilien de Robespierre ? Le bonheur est un état intérieur, lui répliqua-t-il, et il ne peut être acquis exclusivement par l'amélioration de la nourriture, du vêtement et du confort de la vie, car nous n'aurions plus qu'un triste bonheur d'insecte si tout le monde était dans l'avenir au service de l'Etat et que chacun dans le même vêtement civique prenait le même repas dans le même réfectoire. Une génération incolore de fourmis peuplerait désormais la terre dans des fourmilières toutes pareilles, chacun ne serait plus qu'un numéro enregistré dans les statistiques de l'Etat à côté de n'importe quel autre et il n'aurait plus droit qu'à une seule satisfaction, celle de constater l'égalité totale entre tous et la disparition de toute différence individuelle. Et Robespierre concluait que l'idéal de la société future n'était pas d'abaisser ceux qui sont en haut mais d'élever ceux qui sont en bas et de développer chez chacun, non les tendances matérialistes mais l'idéal humain et l'expansion. Le bonheur, concluait-il, n'est qu'une disposition des âmes, il ne peut être acquis uniquement par des conditions matérielles.

Le matérialisme marxiste a eu pour conséquence que c'est justement fourmilière incolore qui maintenant peuple la terre et que les hommes doivent vivre partout dans d'immenses fourmilières, chacun n'étant plus en effet qu'un nu-

méro enregistré sur les statistiques de l'Etat, auquel il ne reste plus en effet que l'unique satisfaction de l'égalité universelle et de la disparition de toutes différences. Là où les progressistes ont triomphé, c'est en effet le monde qui se prépare chaque jour devant nous. Robespierre allait même plus loin dans ses affirmations. Il confiait à Saint-Just sa conviction que l'homme qui a détruit tout ce qui l'unit à Dieu n'est rien de plus à partir de ce moment-là qu'un morceau de chair vivant. C'est dans le monde de l'athéisme que la bête est née et se meut. L'incroyance et le matérialisme sont le père et la mère du mal, disait-il, et il proposait d'élever un autel à l'Etre Suprême pour que les hommes puissent ainsi devenir meilleurs.

Mais l'extension du matérialisme devait amener une conséquence pire encore. Tous les préparatifs qui, jusque dans les plus grands détails, sont maintenant au point aux U.S.A. aussi bien qu'en U.R.S.S. et même dans d'autres pays menacent, comme on le sait, d'aboutir à la destruction totale non seulement de l'humanité mais du globe terrestre tout entier. Les Etats-Unis possèdent à l'heure actuelle dix fois plus de matière fissible qu'il n'en faut pour obtenir ce résultat. Et ce qui est plus grave encore, c'est qu'il suffit pour obtenir ce résultat d'appuyer sur un bouton. La main humaine n'a même plus à intervenir. C'est maintenant une machine qui est responsable du destin de l'univers tout entier. Qu'un courant passe dans quelque minuscule pièce de métal et tout est terminé. Tout est automatique, absolument automatique. Aussitôt qu'on enregistre l'entrée en action d'un ennemi qui n'a même plus besoin d'être observé, mais qui est détecté par un procédé purement mécanique, et tout est mis en mouvement.

Qui maintenant peut protéger l'humanité contre cette catastrophe ? Même si la situation était moitié moins grave que nous ne la décrivons, même si elle était cent fois moins grave, ce serait encore monstrueux. Il faudrait nous protéger actuellement contre cette entreprise de destruction totale. C'est là, la conséquence logique de ce que Marx et les marxistes ont fait de l'esprit de la Révolution Française. Ce plan de destruction mondiale devant lequel nous nous trouvons est

le dernier terme du matérialisme marxiste. Voilà où l'on en arrive lorsqu'on ne veut plus se préoccuper de Dieu ni d'aucun autre idéal. La lutte contre les aspirations et les attitudes conformes à la nature ne peut se terminer autrement que par la destruction totale de la nature elle-même. Mais il n'est pas interdit de se demander si, finalement, l'instinct naturel ne sera pas chez l'homme le plus fort.

Robespierre disait que c'est le monde de l'athéisme qui est le monde de la Brute et aujourd'hui nous constatons amèrement la vérité de ces mots terribles. Cher Jean-Jacques Rousseau, ce n'est pas cela que tu avais voulu. Ton socialisme semblait tout autre. Il ne s'élevait pas dans une folle aberration ni un orgueil incommensurable contre la nature. Mais au contraire c'est de la nature qu'il était issu. Tu étais déjà en contradiction avec ton époque lorsque tu refusais le XVIII^e^ siècle comme l'ère du luxe, de la foi dans le progrès et du rationalisme. Mais que dirais-tu maintenant ? Il te semblerait sans doute inconcevable que l'humanité qui parlait tant de liberté, des droits de l'homme et de dignité se laisse berner comme elle le fait. Tout cela n'est qu'une farce fondée sur l'hypocrisie et le mensonge.

***

La notion essentielle de la philosophie n'était autre que la sincérité. Tu nous en as donné d'innombrables preuves. Dans ta **Nouvelle Héloïse,** Claire dit bien à propos d'un paysan de sa connaissance que ses mœurs et ses vices eux-mêmes sont sincérité. Il se sent essentiellement bon et cela suffit pour ne pas craindre de se montrer tel que l'on est. Rousseau dit que c'est également juste pour lui-même. Et cela le caractérise. La majeure partie de son enseignement dérive de cette idée.

Ce que nous révèle le matérialisme marxiste, c'est exactement le contraire de cela. Par-dessus tout, un anonymat imposé par la force. Tel est le résultat de la civilisation de masse dont le paroxysme aboutit à l'anéantissement. Pour cette raison, on est l'ennemi de tout idéal et également de tout principe. Rien n'est devenu plus dangereux que d'avoir

de la personnalité. L'inspiration de la civilisation de masse est que chacun se défie des autres et de tout. Je me rappelle une fois encore cette revue scolaire d'Allemagne du Nord dans laquelle l'insurrection était revendiquée comme le droit essentiel du citoyen. Cette revue se répandait en invectives contre tous ceux qui pouvaient s'opposer à une conception purement matérialiste des choses et elle conduisait immanquablement à l'anarchie.

Comme tu méditais sur le **Contrat Social**, cette œuvre qui a ouvert toute une voie, tu disais que tu avais compris que tout tient à la politique par son fond et qu'aucun peuple ne serait jamais autre chose que ce que la nature de son gouvernement lui permettait d'être. Rien n'est plus éloigné de la nature dans le siècle du matérialisme marxiste que la politique. Il n'y a qu'à regarder les méthodes actuelles : le portrait-robot du candidat établi par des machines électroniques, celui de sa femme, de ses enfants, de son chien — les slogans qui seront les plus rentables, comme dans la parade qui entoure les étoiles du cinéma — pour aboutir finalement au catalogue de vertus et de promesses qu'on retrouve chez les candidats les plus opposés.

De même que les marxistes abolissaient la notion de « peuple » et cherchaient à la remplacer par celle de « masse », de même ils sacrifiaient la nation en faveur de l'Internationale. Et ils la sacrifiaient ainsi à une représentation abstraite tout à fait contre nature, à une pure fiction. Aujourd'hui pas un seul des pays d'Occident ne sait s'il est en mesure de décider souverainement du destin de son propre peuple. Le grand problème demeure toujours pour toute décision : quelle en sera la répercussion sur le plan international ? Qui peut démêler les fils qui sont tissés entre les diverses Internationales, celles des syndicats, celles de la politique, celles de l'Eglise, celles du Capital et finalement celles des gangsters et qui seront toujours tissés de nouveau ? Le fonctionnement et l'interaction de ces diverses Internationales, nous pouvons les constater à chaque instant et de façon toujours plus frappante. Dès qu'il est utile pour la propagande marxiste de frapper les pays capitalistes dans un pays non marxiste par un événement politique quelconque ou bien simplement

culturel, alors on voit se multiplier les marches, les manœuvres, les démonstrations de « masse » dans toutes les plus grandes villes d'Occident. La plupart des journaux bourgeois montrent alors beaucoup d'intérêt pour ces manifestations et sont de cœur avec ces masses ainsi « indignées » tandis qu'ils dénoncent comme « droitiers » et « fascistes » tous ceux qui ne s'y associent pas, comme s'ils étaient d'accord de tout temps avec les communistes. Mais quand, dans l'hémisphère occidental, on voit des bandes de voyous tenir la rue et attaquer, piller, voler et détrousser systématiquement des citoyens paisibles ou même engager des rixes, les blesser et les tuer, alors cela n'est que le « droit de la jeunesse à l'insurrection » et aucune Internationale ne se présente, nulle part on ne soulève les masses, personne n'en appelle aux Nations unies ou n'exige des réparations pour des dommages et des pertes qui s'élèvent pourtant à des milliards. Non. On manifeste au contraire contre la police qui défend l'ordre de la cité au péril de sa vie. Et parfois c'est l'Etat lui-même qui frappe ses policiers dans le dos, c'est l'Etat qui témoigne sa compréhension aux anarchistes et punit les représentants de l'ordre alors que ceux-ci ne pouvaient rien faire d'autre que de répondre à la violence par la violence.

Quand des milliers de soi-disant étudiants en Allemagne, en France ou ailleurs encouragent l'anarchie avec toutes ses violences et provoquent pour prouver leur force des dégâts incalculables, blessent des centaines d'hommes ou pillent les biens de milliers de personnes, il nous faudrait alors « apprendre à comprendre », discuter avec eux, couper les cheveux en quatre et ceci encore dans l'intérêt même de l'Etat. Et quand, en même temps, en Allemagne de l'Ouest, quelques hommes, seulement parce qu'ils osent affirmer qu'ils sont du côté du peuple, de l'Etat et de la Nation et demandent la liberté pour chaque peuple, sont victimes d'agressions et d'attentats de la part de ces jeunes vandales qui se déclarent partisans de l'anarchie, alors on passe tout cela soigneusement sous silence. Les citoyens qui restent attachés à l'idée nationale et qui représentent pourtant cinquante pour cent du peuple ne sont pas informés de tous ces faits et il n'est pas question bien entendu qu'ils expriment leur indignation :

« Que dira l'étranger si nous protestons ? » se demande-t-on avec angoisse. Alors qu'on devrait bien plutôt dire que l'étranger n'a qu'à s'occuper de ses propres affaires !

Quand il ne reste ni Dieu ni Idéal, c'est un non-sens que de parler de « parti de citoyens » et encore plus de « parti de chrétiens ».

∴

Considérez, s'il vous plaît, ce que l'on appelle les familles bourgeoises, cher Jean-Jacques Rousseau. De nos jours il faut compter parmi elles une grande partie des familles ouvrières, car il n'y a plus de prolétariat dans nos pays. Partout règne plus ou moins le matérialisme. Quel que soit le nom que prennent les partis, leurs membres sont essentiellement des « matérialistes » et par là ils sont tout proches des marxistes. Cela vaut pour tout le monde y compris nos dirigeants, y compris même les monarchistes, bien que cette position contredise le principe même de leur existence.

Dans son **Idéologie allemande**, Karl Marx appelle le royaume de Dieu « une plaisanterie pour les hommes de science ». Karl Marx dit dans une lettre à Feuerbach que, à supposer que les masses aient eu jadis une quelconque représentation divine, par exemple la religion, celle-ci a disparu depuis longtemps sous la pression des circonstances. Tout ce qui constitue notre vie n'est en fait pour Marx rien d'autre que le produit de l'industrie et de la conjoncture économique, le résultat de l'action de toute une suite de générations. Marx se demandait où en serait la science sans l'industrie et le commerce. Pour lui, il est bien évident que la classe des travailleurs qui produit les biens de consommation est la seule qui ait le droit également de produire des idées.

N'est-ce pas exactement le contraire, cher Jean-Jacques Rousseau, de ce que tu disais dans ton **Contrat Social**, lorsque tu affirmais que le principe de la vie de l'Etat réside dans la souveraineté, que le Pouvoir Législatif est le cœur de l'Etat, que le Pouvoir Exécutif en est le cerveau qui confère à toutes les parties le mouvement, que le cerveau peut se

paralyser et que l'individu survit encore, mais que, dès que le cœur cesse sa fonction, la vie s'éteint. Tu n'avais jamais prononcé le mot de masse, cher Jean-Jacques Rousseau, et c'est pour cette raison que tu ne fus pas un bavard mais un politique. Tu voulais vivre pour ton peuple et en aucune manière de ton peuple. Tu le dis dans ton chapitre sur la démocratie, qu'un peuple qui n'aurait jamais abusé de pouvoir abuserait encore moins de son indépendance, qu'un peuple qu'on aurait toujours bien gouverné n'aurait pas besoin de gouvernement et que si l'on prend le mot « démocratie » à la lettre, une démocratie véritable n'a jamais existé, n'existera jamais car il est **contre l'ordre de la nature** que la majorité dirige et que la minorité soit dirigée. Ou encore qu'un peuple de dieux pourrait seul être gouverné démocratiquement mais que les hommes ne peuvent s'accommoder d'une forme si parfaite du gouvernement. Notre époque a-t-elle donc si bonne opinion d'elle-même qu'elle puisse négliger cette objection ?

Karl Marx, au contraire, ne voulait en aucune manière laisser la totalité du peuple gouverner. Il ne voulait pas non plus qu'on gouvernât dans l'intérêt de la totalité du peuple. Pour lui il ne s'agissait évidemment que du destin du prolétariat. Mais la démocratie véritable représente le pouvoir populaire et non celui d'une classe. Et le pouvoir d'une classe ne pourra jamais être bon pour la totalité du peuple. Le pouvoir d'une classe repose nécessairement sur l'existence de cette classe, donc sur la division du peuple. Une telle classe sera toujours ennemie de l'unité du peuple, elle recherchera nécessairement la solidarité avec les classes analogues des autres peuples. **Toute lutte de classe est donc contre nature.**

Pour Marx, la morale est seulement une expression de l'ordre social. Pour abattre la bourgeoisie, tous les coups étaient bons pour lui. Ainsi il disait par exemple dans sa **Critique du programme de Gotha** que la démocratie vulgaire qui voit dans la République le gouvernement éternel et ne soupçonne nullement qu'elle prépare là le meilleur terrain pour la lutte des classes, est encore une étable par rapport à la dictature du prolétariat où la liberté est limitée d'une

part par ce qui est permis par la police et d'autre part par ce qui est interdit par la logique. Dans la même œuvre, il dit encore, cet homme qui apporta tant de peines et de misère à toute l'humanité et qui a été pourtant cette année encore honoré par la République Fédérale Allemande, que, entre les sociétés capitalistes et communistes, la période du changement révolutionnaire doit nécessairement prendre place. Elle correspond, précise-t-il, à une période d'installation politique dans laquelle l'Etat ne peut rien être d'autre que la dictature révolutionnaire du prolétariat. Quelques semaines après le discours de Brandt à Trèves à l'occasion du centenaire de Marx, les leaders de la Révolution Mondiale Communiste ont interprété en effet les événements de Tchécoslovaquie comme la preuve que la dictature révolutionnaire du prolétariat était indispensable à la réalisation du communisme. Tandis que dans les pays comme la République Fédérale on assiste à l'avant-dernière phase du développement du communisme, le passage du capitalisme à l'anarchie.

Ne croyez pas, s'il vous plaît, cher Jean-Jacques Rousseau, que je sois fondamentalement opposé à toute nouveauté, que je sois, pour tout dire, un antirévolutionnaire, un de ceux pour lesquels le slogan « Paix et Liberté » n'est qu'un subterfuge pour cacher leur inertie. Je me compte parmi ceux qui, depuis qu'ils sont amenés à penser politiquement, sont résolus à agir politiquement. Mais je suis de ceux qui pensent que le « progrès universel » mène inévitablement aux plus grandes catastrophes pour l'humanité parce que personne ne peut savoir s'il est réellement un progrès ou non. S'il en est un, il est indispensable qu'il serve alors à un ordre nouveau et meilleur. **Etre esclave des hommes est mauvais mais être esclave des machines est catastrophique.**

Le nombre d'hommes qui sont hautement mécontents de l'ordre social grandit dans une proportion gigantesque. Et toujours plus vite. Il y a eu d'innombrables tentatives, toutes d'une certaine manière guidées par de bonnes intentions, pour trouver un ordre nouveau et meilleur. Des sacrifices énormes de bonne volonté et de sang ont été consentis à cet idéal pendant les cinquante dernières années. Lorsqu'on supputе ces efforts honorables et les travaux et les sacrifices

qui les ont accompagnés, on est amené à se dire qu'aucune génération autant que la nôtre n'a recherché aussi assidûment un meilleur avenir pour l'humanité et que c'est une injustice profonde à l'égard de cette génération que de lui manifester le mépris qu'une partie de la jeunesse actuelle affecte pour elle.

(A suivre)

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 904

EXT

A C

Fra
B. d
ni
Pier
Pier
Rob

ŒU

Poè
Lett
Ché
Les
Don
Lett

ŒU

Le
Le

ŒU

Alex
Le
U.R
Abd
Enç
Les
L'A

ŒU

Let
Nu
Nu
Les
L'O
Qu'
Une

CO

La
La
Cri
Dra
L'a
Les
Le
La
Ren
En

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

17, rue Bréa - Paris (6e) - B.P. 16.06

ACTUALITE

François **DUPRAT. — Histoire des SS**	27,00
B. de **VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev**	10,50
Pierre **FONTAINE. — L'aventure algérienne continue** ..	10,50
Pierre **FONTAINE. — Où mène le gaullisme ?**	7,50
Robert **ANDERS. — L'Afrique australe**	15,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de **Fresnes**	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Jeudis	épuisé
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15.00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	9,00
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	15,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme ?	épuisé
Une lecture de Balzac	épuisé

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 *Paris*

Vient de paraître

LES SEPT COULEURS, B.P. 46-06, Paris (6e)

Maurice Bardèche

SPARTE

ET LES

SUDISTES

L'ouvrage politique le plus important de Maurice Bardèche

Un volume in-16 Jésus de 192 pages ..... **15 F**